

Recommandations
du Conseil
du Patronat du Québec
—Page 8—

LES AFFAIRES

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION FINANCIÈRE, INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
635, EST HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL 357 35 CE

495-69/10-72/34/2 50432
SOC. CAN. DU MCGILL-PIN INC.
M. Raymond Dénault,
1008 St. Laurent,
MONTRÉAL 127, P.Q.

Le Marché Monétaire de Chicago Echanges commerciaux assurés contre les fluctuations monétaires

Par Michel Guénard et
Jean-Pascal Lion

Les dirigeants du Marché monétaire international de la Bourse Commerciale de Chicago étaient de passage à Montréal la semaine dernière. Ils terminaient une tournée qui de l'Australie par l'Europe les a conduits à Toronto et Montréal. Leurs buts: faire connaître aux hommes d'affaires du monde entier l'existence d'un marché à terme d'envergure à Chicago. Leurs espoirs: attirer le plus grand nombre possible de membres sur le parquet de leur institution. Pour les accueillir à Montréal, les représentants de grandes compagnies comme l'Alcan, Seagrams; de banques comme la BCN, la banque Royale, la banque Provinciale; et de maisons de courtage: Richardson Securities, Merrill Lynch, Du Pont Gloire.

De l'avis du président du IMM (International Monetary Market), M. E. Harris, le succès de la rencontre a dépassé ses espérances. Il faudra toutefois attendre cinq ou six mois avant que des décisions ne soient prises d'acquiescer ou non un siège à la bourse monétaire de Chicago.

Un être hybride

Comme nous l'avons expliqué le vice-président et économiste de l'IMM, M. Mark Powers, le marché à terme de Chicago est un être hybride, à la fois banque et bourse. Banque par le fait qu'il offre les mêmes services de couverture à moyen terme que les institutions bancaires, bourse parce qu'il met en présence acheteurs et offreurs de devises à terme.

Qui est intéressé à opérer sur un tel marché? Milton Friedman, éminent grise du marché à terme, dans un article commandé par la Bourse commerciale de Chicago, voit deux sortes d'acteurs: les spéculateurs, et surtout les entreprises commerciales tournées vers les échanges internationaux. M. Harris a pris comme exemple un importateur d'automobiles allemandes passant ses commandes en janvier pour des véhicules devant être livrés et payés en juin. Il est bien évident que le prix inclut dans le contrat de janvier et celui effectivement payé en juin seront très différents si dans l'intervalle de temps survient une réévaluation du mark. L'importateur américain devra déboursier davantage de dollars pour acheter les marks nécessaires au paiement.

Par contre, s'il désire couvrir son opération en signant un contrat à terme, il peut en arriver à un prix d'entente qui minimise la perte encourue. Jusqu'à présent, pour de telles opérations de couverture à six mois, il pouvait recourir au système bancaire. Au delà de ce terme,

il devenait très difficile de faire jouer ce mécanisme. D'après l'économiste du IMM, le marché de Chicago pourra permettre de couvrir des contrats de deux à trois ans. Même pour les contrats à six mois, sur lesquels elle entre en concurrence directe avec les banques, la bourse de Chicago conserve un avantage de par la souplesse de son mécanisme. Un ordre direct à son courtier donne au spéculateur ou à l'importateur la possibilité de conclure un contrat à terme, qu'un autre ordre seul suffit à annuler. Notons que depuis son ouverture, le marché à terme de Chicago a enregistré quelques 47.162 contrats, dont 20.590 portant sur le seul dollar canadien pour un montant de \$4.118.000. "Nous sommes une institution à but non lucratif. Nous vendons 750 parts aux firmes commerciales, aux banques et aux courtiers intéressés. Actuellement le siège coûte 10.000 dollars. Lorsque la totalité des sièges sera vendue, ceux-ci pourront valoir entre 2.000 et 100.000 dollars, suivant la loi de l'offre et de la demande. Rappelons

(Suite à la page 9)

En 1972

Augmentation de 7% des investissements au Canada

Statistique Canada prévoit que le taux de croissance des investissements publics et privés s'élèvera à 7% cette année. C'est dans les secteurs du commerce, de la finance et des services commerciaux que l'on retrouve le taux le plus fort de croissance, soit 18.1%. Les secteurs du transport, de l'entreposage et des communications viennent en deuxième avec 9.2%.

Selon les estimations actuelles, les intentions d'investissement dans tous les secteurs de l'économie canadienne pour 1972 sont de 21.151 millions de dollars. Ce montant dépasse de 2% les prévisions de 20.760 millions de dollars établies en début d'année et publiées dans "Investissements privés et publics au Canada, perspectives de 1972" (61-205F au catalogue). Si le programme de 1972 se réalise, le nouveau total représentera une augmentation de 7% des dépenses d'investissement par rapport aux 19.788 millions de dollars que l'on prévoit actuellement dépenser en construction neuves, en machines et en matériel en 1971. Ces chiffres sont en dollars courants et seraient quelque peu inférieurs si l'on tenait compte de la variation des prix.

(Suite à la page 17)

Avec Lucien Saulnier

La SDI va-t-elle enfin trouver une âme?

Par Michel Durand

Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce M. Guy Saint-Pierre l'avait annoncé en primeur dans ces colonnes, la Société de Développement Industriel du Québec a maintenant à sa tête un président à plein temps. M. Lucien Saulnier remplace en effet MM. Gérard Plourde, président, et Jacques Clermont, directeur général intérimaire, tous deux démissionnaires. Pourquoi ce cumul de deux fonctions jusqu'ici distinctes? Le ministre Saint-Pierre nous l'a dit lui-même: "L'expérience du premier exercice financier indique certaines faiblesses dans la structure de l'organisation (de la S.D.I.), notamment au chapitre de la prise de décisions. C'est pourquoi, le gouvernement, conformément à l'avis de la direction de

la S.D.I., a décidé de nommer un président qui serait également directeur général, et de modifier d'un peu le processus de décision afin d'améliorer les services qu'offrirait la S.D.I. les industriels. Le ministre qui se défend cependant de toute velléité d'ingérence gouvernementale dans une société qu'il s'oppose personnellement à voir considérée comme une sorte de service administratif, croit toutefois que "des liens plus étroits peuvent exister entre les deux organismes. Ces liens horizontaux se complèteront par la mise en place d'une sorte de comité exécutif réunissant le président de la S.D.I. et les responsables du ministère de l'Industrie et du Commerce et d'organismes

(Suite à la page 16)

De nouvelles perspectives aux Iles-de-la-Madeleine: du sel, du pétrole mais aussi du verre!

par Alain Gerbier

Il y a quelques mois encore, un étudiant moyen interrogé sur les richesses minérales des Iles-de-la-Madeleine aurait été, très certainement, en peine de répondre. Zélé, il aurait éventuellement, évoqué le gravier, le sable et le sel de la mer puis chacun se serait accordé à dire que les Iles étaient bien mal loties. Depuis, la question a été creusée et les données ont été sensiblement modifiées.

Le 7 août dernier, un dôme de sel de dimensions considérables a été découvert au Havre Aubert. Son sommet est à 485 pieds sous terre. Sa base que l'on situe à une profondeur d'environ 1700 pieds aurait trois milles de diamètre. A titre de comparaison, il faudrait imaginer une montagne de sel deux fois plus haute et deux fois plus large que le Mont Royal!

Cette découverte va bien sûr provoquer des changements profonds dans le régime et les habitudes des insulaires mais ses répercussions vont largement déborder le cadre étroit de l'archipel.

La population des Iles en régression régulière depuis plusieurs années (13091 habitants en 1966, 12961 en 1967, 12779 en 1968...) va connaître un regain de croissance. Plus qu'une reprise de la natalité, une fixation de la population et un apport extérieur sont à prévoir. L'exploitation de la mine de sel engendrera dans un proche avenir 300 à 600 emplois directs.

L'écologie va être bouleversée. La révolution économique qui va secouer les Iles au cours des prochains

années sera longtemps perceptible sur le continent. L'économie québécoise toute entière est concernée:

(Suite à la page 20)

Les ministres des A.M. à Halifax

Ottawa et les provinces doivent désormais discuter d'une politique globale sur l'habitation

La conférence des ministres des Affaires municipales s'est achevée à Halifax sans qu'un communiqué final n'ait établi clairement une politique globale commune des provinces. Toutefois quelques points d'entente semblent avoir été acquis.

Dès le premier jour en effet, les ministres, après avoir exposé leurs vues sur les amendements proposés à la Loi nationale de l'Habitation, étaient convenus qu'"une conférence s'imposait immédiatement entre les ministres provinciaux responsables de l'Habitation et le ministre fédéral responsable de la SCHL pour discuter de la politique d'Habitation". Réunion ministérielle qui, selon les provinces devait être tenue "le plus tôt possible".

Le second point sur lequel les ministres provinciaux ont réussi à adopter une attitude commune concerne les programmes fédéraux d'emplois d'hiver. Là encore c'est le principe d'une plus grande collaboration fédérale-provinciale qui a

été retenu. Les provinces pensent en effet que, "dans le passé, la mise en place de programmes de travaux d'hiver n'a pas toujours coïncidé et, en fait, a presque toujours été en contradiction avec les pratiques budgétaires des municipalités, en ce sens que les travaux avaient pour effet de détruire les priorités établies dans les programmes d'immobilisations.

A ce propos, les ministres ont exprimé l'avis que "l'emphasis devrait être mise sur la participation des municipalités plutôt que sur une implication directe d'organisations ou de groupes de citoyens." Les ministres ont par ailleurs précisé que ces projets devraient toujours être menés à terme même si une date a été fixée pour la fin de ces travaux.

En réclamant que le programme de ces travaux soit annoncé au plus tôt, les responsables provinciaux des Affaires municipales ont exprimé le souhait que "les conditions et le

(Suite à la page 19)

Le Québec négocie un emprunt au Japon

C'est dès la première quinzaine de septembre que nous saurons si le Québec est devenu la première province canadienne à avoir emprunté sur le marché japonais, et le deuxième pays au monde. En effet, c'est à cette date que seront négociés le montant et les modalités d'un emprunt de \$33 millions (dix milliards de yens) demandé au Japon par le Québec. M. Garneau a en effet annoncé qu'un prospectus d'émission a été envoyé au ministère des finances japonais, qui joue en l'occurrence le rôle de nos commissions des valeurs mobilières.

On pourrait s'étonner, face aux rumeurs persistantes d'une nouvelle réévaluation de la monnaie japonaise, de l'opportunité d'une telle démarche. Interrogé sur ce point M. Garneau nous a répondu que cette possibilité était bien sûr envisagée, et que l'on a projeté le coût de l'emprunt advenant une réévaluation

(Suite à la page 18)

Northern Electric aura sa propre filiale d'investissement de risque, la Nevron Industries

Northern Electric vient de créer sa propre filiale à capital de risque: la Nevron Industries. Cette nouvelle société dotée d'un capital actions de \$5 millions aura pour but de favoriser la mise en marché de nouvelles technologies canadiennes dans le monde de l'électrotechnique.

M. Walter C. Berger, président de la nouvelle firme a précisé que Nevron étendra son activité aux prêts convertibles en action de la société ou encore prendra une part financière majoritaire dans les entreprises qu'elle aura suscitées. Nevron pourra ainsi avoir des "antennes technologiques" dans les principaux secteurs de la recherche électronique et des communications.

M. John C. Lobb, président de NE, croit que la nouvelle société bénéficiera des avantages techniques et du "know-how" de la société mère. Ceci fournira une meilleure assise à la compagnie dans les risques "calculés" qu'elle doit prendre parce qu'appuyée par le marketing et la gestion financière de la NE. Dans une déclaration faite à la presse M. Berger a précisé "qu'il n'est pas impossible que nous nous intéressions à des projets de grande envergure pouvant découler de recherches effectuées par des entreprises de premier plan, ce qui nous amènerait à partager notre prise de participation avec d'autres groupes de capita-innovation canadiens, américains ou européens".

Le Reine Elizabeth a:

"...l'esprit d'organisation..."



Maria Jean, inf.,
relationniste
L'Association des infirmières et infirmiers de la province de Québec

"...je tiens à vous remercier pour l'esprit d'organisation dont vous avez fait preuve lors de l'Assemblée Annuelle de notre association tenue les 28, 29 et 30 octobre 1971.

Je tiens également à souligner la participation des employés de votre service qui ont su se montrer disponibles et très collaborateurs."

Le Reine Elizabeth

Montréal

Un hôtel du CN administré par Hilton Canada. Premier arrêt des limousines en provenance de l'aéroport. Autres hôtels administrés par Hilton au Canada: l'Hôtel Vancouver (un hôtel du CN), le Montréal Aéroport Hilton, le Toronto Airport Hilton et le Québec Hilton (ouverture 1973).

Pour plus de renseignements, appelez-nous à 514/861-3511 (nous acceptons les frais d'appel), ou écrivez au Directeur des ventes, Le Reine Elizabeth, Montréal, Qué., Canada, ou appelez l'un de nos bureaux de vente suivants:

Calgary — (403) 266-8921 Québec — (418) 529-0941
Ottawa — (613) 237-3090 Toronto — (416) 364-2358

Les pommes canadiennes au Japon?

Les discussions techniques entre les représentants du Japon et du Canada se poursuivent en vue d'en arriver à ouvrir le marché japonais de la pomme aux producteurs dont le Canada.

En règle générale, le Japon interdit l'entrée de pommes provenant des grands pays producteurs dont le Canada. Le Japon, lui-même grand producteur de pommes, n'a pas de pyrales des pommes ou carpocapse, insecte qui existe dans les vergers du Canada et ceux de la plupart des autres pays producteurs du monde. Afin d'en demeurer exempt, le Japon a interdit l'importation de pommes des pays où il existe.

Les agronomes du ministère canadien de l'Agriculture doivent prouver à la satisfaction du Japon, que les traitements, avant l'exportation, écartent le danger que les pyrales ne se transmettent par les pommes canadiennes. Le Japon a souligné que, si le Canada peut fournir la preuve scientifique qu'il

(Suite à la page 17)

Baie James

1,200 emplois déjà créés

Sous l'initiative de la Société de développement de la Baie James, l'étape préliminaire au développement de cette région a déjà assuré l'embauche de 1,200 personnes pour l'exécution de contrats d'une valeur totale de plus de \$100,000,000., selon la déclaration que vient de faire le président Pierre Nadeau.

Ces chiffres ne comprennent pas la main-d'oeuvre et les investissements pour le développement hydroélectrique proprement dit, qui relève de la filiale Société d'énergie de la Baie James, mais exclusivement les travaux relatifs à la construction des routes, des ponts, de l'aéroport et du port de mer. Ces voies de communications permettront à la SDBJ d'ouvrir le territoire aux aménagements hydroélectrique, ainsi qu'à l'exploitation forestière, minière et touristique.

De la somme globale de \$100,650,000, déjà affectée à l'infrastructure, un montant de \$98,866,460, a été consacré à la voirie, c'est-à-dire aux routes permanentes et d'hiver et aux ponts. L'aéroport représente un investissement de \$1,600,000, alors que le coût des travaux portuaires s'élève à \$183,670.

Actuellement, c'est Francon, Limitée qui a obtenu le plus important contrat à ce jour. S'élevant à \$16,219,307.40, ce contrat couvre la construction de la section rivière Nékopastik/LG-2, d'une longueur de 32 milles, de la route permanente de Fort-George à la Centrale LG-2. Cette centrale sera le premier amé-

(Suite à la page 17)

Les "fiefs commerciaux" assurent le succès de Host-Rent-a-car

M. Edward Posen, président de la société Host Rent-a-car, organise depuis 3 jours un rallye-information à Montréal. Son but: vendre des "fiefs commerciaux" pour la location automobile. Cette société dont le siège social est à Winnipeg fut fondée il y a trois ans et a connu depuis une expansion soutenue; l'an dernier le taux de croissance s'est établi à 300%.

L'originalité de l'entreprise repose sur son mode d'organisation interne. Ici pas de gérants mais des concessionnaires à part entière qui investissent leurs économies dans l'achat d'une franchise de la société. Chacun a donc intérêt à ce que les choses tournent rondement.

Au Québec, M. Jean-Louis Côté a été le premier à obtenir une franchise maîtresse pour tout l'extérieur de Montréal. Son entreprise de la Ville de Québec a vu sa flotte d'autos s'accroître de 10 à 120 en trois mois; après une première tentative aussi fructueuse la société vient d'offrir les mêmes droits à M. L.E. Baxter, homme d'affaires de Lachine, pour la région métropolitaine. Mentionnons que la société Host Rent-a-car est la cinquième firme du genre en importance au Canada et la huitième en Amérique du Nord. Son taux de croissance étonnant repose essentiellement sur le concept des franchises maîtresses et des sous-franchises régionales: c'est la pierre angulaire de toute l'organisation Host qui s'étend maintenant de Vancouver à St-Jean

et de Minneapolis à San Diego. Bientôt l'Europe et l'Amérique du Sud. Bientôt à St-Jean et de Minneapolis à San Diego. Bientôt l'Europe et l'Amérique du Sud.

La société a tenu à Montréal ce rallye-information dans le but d'intéresser les hommes d'affaires du Québec à acheter au prix de \$4,000 des "fiefs territoriaux" tant dans la région de Montréal que dans les principales villes de la province. M. Côté a bon espoir d'étendre rapidement la société Host à tout le Québec, il considère que le marché secondaire est là qui nous tend les bras: les femmes de banlieue qui se retrouvent sans voiture entre 9 et 5, les voitures personnelles immobilisées au garage, les vacanciers de fin-de-semaine, etc".

Les statistiques de la société font voir que près de 50% des locataires louent les voitures pour leur plaisir et que 20% de ces clients sont en fait des clientes! Pour le président Posen, c'est le marché secondaire qui alimente les revenus de la société. Sa femme Elizabeth et lui forment un tandem dynamique et dévastateur. Les idées fusent de tous bords. Mère de trois enfants cette femme avoue qu'elle "se meure entre quatre murs d'une maison". C'est d'ailleurs elle qui organise

(Suite à la page 17)

Chaussure

Le succès chausse petit

L'industrie québécoise de la chaussure sera-t-elle obligée de voir petit pour s'assurer enfin un marché confortable? C'est ce que l'on serait tenté de penser lorsqu'on connaît les aléas auxquels elle fait face de la part d'une concurrence étrangère qui la talonne sans cesse davantage et, lorsqu'à ce concert de lamentation, se mêle la voix d'un manufacturier heureux, M. Pierre Geoffrion. Comment ne le serait-il pas? De décembre 70 à décembre prochain le chiffre d'affaire de son entreprise sera passé de \$475,000 à \$1 million. Parallèlement, sa production a plus que doublé pour atteindre aujourd'hui 1500 paires par jour. Comme son nom l'indique, la maison Baby Bear Shoe s'est spécialisée dans la chaussure d'enfant et plus particulièrement dans la tranche des cinq à douze ans. Une originalité, cependant, le design est d'inspiration européenne. Les capitaux aussi d'ailleurs puisqu'en 1969 cette petite manufacture de St-Georges, dans la Beauce, était acquise par un groupe de financiers français. Un effort de marketing et une modernisation de l'équipement assurent maintenant un emploi stable à quelque 60 employés. Et par là même, un large sourire à M. Geoffrion qui envisage déjà de faire le grand pas: le marché américain.

La G de votre succession

1860 - 500 Place d'Armes. Tél.: Montréal 849-2213

LA Great-West, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE



Lionel Théorêt

Le rôle des provinces en matière de communications :

Un développement positif de la part d'Ottawa

"Le gouvernement du Québec, après avoir étudié la directive émise récemment par le gouvernement fédéral relativement à l'émission éventuelle de permis de radiodiffusion dans le domaine éducatif juge que celle-ci respecte sa primauté législative en cette matière". C'est ce qu'a déclaré au cours d'une conférence de presse M. J.P. L'Allier, ministre des communications.

"Le contrôle du développement de toute technique utile à l'éducation et sa planification territoriale continueront d'être assumés comme il se doit par le Québec. Cette acceptation du rôle des provinces nous apparaît suffisamment importante pour être soulignée comme un développement positif de la part d'Ottawa."

La prise de position du Conseil des ministres rejoint celle énoncée en mai dernier par le ministère des Communications dans un document intitulé "Pour une politique québécoise des communications". Ce document souligne qu'il incombe au Québec en premier lieu d'élaborer une politique des communications indissociable du développement de son système d'éducation, de sa culture et de tout ce qui lui est propre.

M. L'Allier a par ailleurs précisé que: "L'acceptation par le cabinet de la directive du gouvernement fédéral ne signifie pas que le Québec admet le statu quo sur l'ensemble du dossier communications".

Le ministre a également cité des passages d'une lettre adressée à MM. Stanbury et Pelletier en mars dernier: "Le fait d'accepter un règlement sur l'un ou l'autre des aspects qui constituent cette politique des communications ne peut avoir de sens que si nous arrivons à nous entendre sur les responsabilités réciproques de nos deux gouvernements en matière de politique de communications". Le mois passé, le ministre fédéral des communications et le secrétaire d'Etat répondant à la prise de position du Québec sur la "question préalable" ont affirmé que "Dans l'intérêt national la compétence fédérale devait être maintenue et qu'ils n'avaient pas l'intention, dans le cadre des échanges actuels, d'entamer des discus-

sions portant sur les aspects constitutionnels de la primauté législative en matière des communications".

C'est là, d'ajouter monsieur L'Allier, que se situe l'ensemble de la question préalable essentielle autour de laquelle il va falloir continuer de négocier. La position du Québec n'a pas changée au cours des

(Suite à la page 16)

Le gouvernement fédéral emprunte \$450 millions

Une nouvelle émission d'obligations du gouvernement du Canada, datée du 1er septembre 1972, d'un montant global de \$450 millions a été récemment annoncée par le ministre des Finances, M. John Turner. Elle a attribué comme suit:

- \$100 millions d'obligations 5 3/4% échéant le 1er février 1974
- \$350 millions d'obligations 7% échéant le 1er juillet 1977 convertibles au choix du détenteur en une valeur nominale égale d'obligations 7 1/2% à 5 ans, devant être datées du 1er juillet 1977 et échéant le 1er juillet 1982.

Les obligations sont convertibles au choix du détenteur en une valeur nominale égale d'obligations 7 1/2% à 5 ans, devant être datées du 1er juillet 1977 et échéant le 1er juillet 1982. Le rendement moyen combiné pendant les 9 ans et 10 mois commençant le 1er septembre 1972 sera d'environ 7.21%. Ce privilège de conversion ne pourra être exercé que durant la période de six mois commençant le 1er juillet 1976 et se terminant le 31 décembre 1976.

Les nouvelles obligations 5 3/4% échéant le 1er février 1974 s'ajoutent aux \$100 millions d'obligations 5 3/4% échéant le 1er février 1974 et datées du 1er juillet 1972. Les nou-

(Suite à la page 16)

NOUS FORMONS VOS CADRES DE GESTION FINANCIÈRE

Le perfectionnement du personnel à votre emploi a toujours été une fonction des plus importantes. Une maison d'affaires et ses employés progressent ensemble.

Depuis 1908, le programme C.G.A. a servi d'instrument pour l'éducation professionnelle de comptables dans l'industrie, le commerce et la fonction publique.

Les COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS (c.g.a.) peuvent mieux servir parce que leur formation les prépare à jouer un rôle important dans les cadres de la gestion financière d'une entreprise.

Renseignez-vous comment le programme C.G.A. peut vous aider à la formation professionnelle de votre personnel comptable. Adressez-vous à:

L'ASSOCIATION DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
5165 chemin Queen Mary
Montréal 248, Qué. (PR-6)
FONDÉE EN 1908



Trafic aérien :

Haute saison prolongée en dépit de la mauvaise conjoncture

Par Victor Laroche

Montréal - Les transporteurs aériens constatent depuis l'année dernière qu'en dépit de la conjoncture morose qui caractérise l'économie de la majorité des pays occidentaux, la haute saison, qui traditionnellement se situait entre le 15 juin et fin juillet, a tendance à se prolonger tard dans le mois d'août. Bien entendu, même s'ils ne le s'expliquent pas, les transporteurs, pour la plupart durement éprouvés par les déficits des récentes années et la guerre des prix, accueillent avec plaisir le phénomène.

Rappelons que 1971 ne fut pas exactement une bonne année pour les transporteurs aériens. En effet, alors que le bilan de 1971 indique que le volume total du trafic aérien régulier a continué d'augmenter, pour l'année en question le taux de croissance n'a été que de 6.6% par rapport à l'année précédente. Soit le plus faible depuis 1946, si l'on excepte 1958 qui avait connu un taux de croissance d'environ 4%. Ce qui probablement explique en partie qu'en 1971, le transport aérien régulier mondial ait enregistré des niveaux plus faibles que jamais, tant pour le coefficient de remplissage passagers que pour le coefficient de remplissage en poids.

Par ailleurs, les résultats du premier semestre de 1972 donnent sans doute un fondement à l'optimisme que l'on manifeste chez les transporteurs canadiens. Ainsi, Air Canada vient d'annoncer qu'il a transporté au cours du mois de juillet un total de 841,152 passagers, dont 816,674 ont emprunté ses services ordinaires, alors que les 24,478 ont voyagé à bord d'appareils affrétés. Ce nouveau record dépasse de loin celui établi en août 1970 avec 782,155 passagers. Pour les sept

premiers mois de l'année, le nombre total de passagers transportés par Air Canada atteint donc 4,564,845, comparativement à 4,240,079 au cours de la période correspondante de 1971. L'an dernier la société a transporté 7,438,560 passagers.

Enfin, Air Canada, qui vient d'acheter cinq DC-9-32 de 94 places et deux DC-9-15 de 75 places pour les affecter à ses lignes intérieures, envisagerait déjà l'achat de nouveaux appareils pour accroître encore la capacité de sa flotte. On sait qu'en décembre le transporteur canadien doit également prendre livraison du premier L-1011 des dix exemplaires qu'il a commandés à Lockheed.

Pour sa part, CP Air rapporte pour le premier semestre de l'année, des revenus en progression de 8.3% par rapport à la période correspondante de 1971. En termes de dollars, ces revenus représentent en fait, au 30 juin 1972, \$75.2 millions, contre \$69.9 pour le premier semestre de 1971. La société affirme qu'ils auraient même été supérieurs, n'eût-été la grève des contrôleurs aériens qui a paralysé les aéroports canadiens en janvier dernier. Quoi qu'il en soit, contrairement au premier semestre de 1971 qui avait été marqué par un déficit d'opération de \$1.5 million, l'exploitation au cours des premiers six mois de 1972 a eu vraisemblablement des résultats plus heureux sur plan financier. Enfin, la société relève que le volume du trafic sur la ligne Est canadien - Mexique a augmenté de 45.6 pour cent; celle reliant l'Ouest canadien au Mexique de 9.2 pour cent, celle du Pacifique Sud de 10.7 pour cent et celle assurant la liaison avec l'Amérique du Sud de 5.4 pour cent.

Grâce au nouveau programme fédéral

L'industrie canadienne du tourisme devrait être l'une des premières du monde

"En 1971, dans le monde, 720 millions de personnes, ont consacré \$79 milliards à vivre l'expérience fascinante et enrichissante du voyage".

Le ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada, M. Jean-Luc Pépin qui vient de faire cette révélation souhaiterait que les touristes dépensent bien davantage que \$1.3 milliards - comme ils l'ont fait l'an dernier - dans ce pays éminemment touristique qu'est le Canada. La situation du tourisme est déjà forte au Canada puisqu'il s'agit de la deuxième industrie à lui procurer le plus de devises étrangères. En fait, le tourisme fait rentrer dans les caisses de l'Etat un vingtième de ses revenus en devises étrangères. Il est intéressant de noter au passage que l'an dernier, les Canadiens ont dépensé eux-mêmes \$2.5 millions à faire du tourisme dans leur propre pays. Quant aux touristes étrangers, 98% sont des Américains...

Comment M. Pépin entend-il promouvoir le tourisme au Canada? Par un vaste programme. Il s'agira, tout d'abord, d'un projet-pilote auquel le gouvernement fédéral consacra, au cours de l'année financière actuelle quelque \$500,000. Cette somme sera portée à \$2.5 millions pour 1973/74. Ce programme dont la réalisation est confiée à la Direction générale du Tourisme du ministère verra la création:

* d'un service d'information, of-

frant des conseils et servant de liaison, pour permettre aux autorités provinciales en matière de dévelop-

Les charges menacent l'avenir du centre commercial de Westmount

Le Centre de Westmount est menacé de mort lente. Les chiffres d'affaires qui y sont réalisés ne peuvent contrebalancer les charges que doivent supporter les commerçants. S'ils assistent impuissants au "harkiri" du centre, ils acceptent plus difficilement leur rôle de locataire kamikaze.

Lors de l'ouverture en 1968, un certain nombre de promesses quant à la fréquentation du centre leur avaient été apparemment faites. Elles ne sont jusqu'aujourd'hui pas vérifiées. Les responsables de Mondew Corporation Ltd contactés à ce sujet n'ont pas jugé utile d'apporter des précisions. Aussi devons-nous croire au bien fondé des griefs des marchands. Dans ce centre situé il est vrai à l'extrémité de la ligne

(Suite à la page 15)

Les affaires en bref

L'Institut Canadien des Textiles indique dans un rapport que les filatures canadiennes de textile ont expédié moins d'étoffe de laine - tissus de laine et laine peignée - au cours du deuxième trimestre de 1972 que durant la même période de 1971. Les expéditions se chiffrent cette année à 8,319,000 de verges carrées, contre 8,891,000 l'an dernier. Le total cumulé pour les premiers six mois de 1972 accuse une diminution sur l'an précédent: 13,832,000 de verges carrées contre 15,963,000.

Raleigh Industries Limited de Nottingham, en Angleterre, grand fabricant mondial de bicyclettes, vient d'annoncer que les dirigeants de la compagnie ont préparé des plans définitifs pour la fabrication au Canada de bicyclettes et d'accessoires Raleigh. Ce sera une addition à leurs installations de fabrication de bicyclettes en Angleterre, en Hollande, en Inde, en Malaisie et en Australie.

La première étape de ce programme est un agrandissement de l'usine de leur filiale, Lines Bros. (Canada) Ltd., à Waterloo, Québec, qui fabrique déjà les jouets sur roues et les tricyles Thistle ainsi que les produits Swan pour chambres d'enfants. On s'attend à ce que cette addition de 50,000 pieds carrés, qui coûtera environ \$1,300,000, soit terminée en 1972. Cette usine d'articles sur roues deviendra alors la plus moderne du genre au Canada. L'usine agrandie fournira de l'emploi à 200 personnes de plus d'ici douze mois.

Raleigh Industries Limited est déjà un fournisseur important de bicyclettes au Canada. La compagnie espère que l'ouverture de cette usine au Canada lui permettra de mieux pénétrer le marché canadien.

Omega, un des principaux manufacturiers de montres de précision et le plus grand fabricant mondial de chronomètres, va lancer en septembre une grande campagne de publicité internationale. Elle coûtera plus de \$2,600,000, soit la plus forte somme jamais consacrée à une campagne axée sur une seule annonce multinationale.

Cette annonce porte sur le premier concours du genre organisé pour les consommateurs à l'échelle mondiale. Chaque participant désignera une oeuvre humanitaire de son choix - et Omega donnera quelque \$26,000 à l'oeuvre choisie par le gagnant du premier prix. Et il y aura 1,000 prix pour les gagnants eux-mêmes. La distribution aura lieu en Suisse, en juin 1973, au célèbre Château de Chillon, lors du congrès du 125e anniversaire d'Omega.

La campagne sera lancée dans le monde entier par l'entremise des éditions internationales du Reader's Digest, par le magazine Time aux Etats-Unis et grâce à divers media régionaux et locaux ailleurs dans le monde. L'annonce paraîtra en 17 langues et dans 150 pays.

Monsieur Chessex, directeur du marketing d'Omega à Bienne, considère que cette campagne, qui engage la participation du consommateur, représente un pas en avant en matière de publicité. "Mais cela, dit-il, représentait aussi des problèmes à l'échelle mondiale. Un de ceux qu'il nous a fallu résoudre, a été de trouver une formule de concours adaptée aux exigences juridiques de tous les pays en cause".

Cette campagne a été créée et réalisée par Euro-Advertising.

L'Occident redécouvre la Chine

En ces jours où les médias d'information accordent une "couverture" sans précédent à la Chine populaire, on ne peut s'empêcher de remarquer combien l'image de ce pays a changé en moins d'un an. Plus question de "dragons" menaçants, de "gardes rouges" et même de révolution culturelle, mais d'un sous-continent à la fois inquiétant et fascinant que l'Occident redécouvre, et avec lequel il tente de composer, à défaut de pouvoir flirter. C'est que bien des choses ont changé ces dernières années: l'Occident s'est finalement convaincu que, quel que soit le jugement qu'il puisse porter sur le régime politique de la Chine populaire, il ne pouvait éviter plus longtemps de prendre en compte la puissance d'une nation de 750 millions d'habitants. Du moins sans de graves dangers pour la paix mondiale. Donc, en octobre dernier, Pékin fut admis au sein des Nations unies. Mais, en vérité, l'intérêt que l'Occident porte aujourd'hui à la Chine populaire est d'une double nature: si le souci de la paix mondiale y a désormais une place prédominante, on ne saurait pour autant nier la part importante de considérations purement économiques. En revanche, dans l'autre sens, la Chine aussi y trouve son compte. En effet, ce colosse est relativement sous-équipé et sous-développé. Cela, il va de soi, est tout à fait relatif, et uniquement par rapport aux pays fortement industrialisés. D'ailleurs, à l'évidence, la Chine, elle-même, en a bien conscience, puisque, dans le même temps que l'Occident modifiait son attitude à l'égard du régime de Pékin, la Grande Muraille commençait à s'ouvrir, encore qu'avec beaucoup de réserves, aux échanges avec le monde occidental. Au cours de la seule année 1971, la Chine populaire a établi de nouvelles relations diplomatiques et commerciales avec quinze pays. Cette ouverture soudaine n'est sans doute pas étrangère au bond en avant qu'a effectué le volume du commerce extérieur de Pékin au cours de cette même période. Il reste que la distorsion entre le potentiel gigantesque de la Chine et le marché offert actuellement est telle qu'il y a tout lieu de penser que le géant asiatique n'a pas fini de susciter l'intérêt des pays exportateurs. Loin de là.

Quelle est la position du Canada sur cet échiquier? Singulièrement favorable. Comme en témoigne l'intérêt ostensible que Pékin et Ottawa attachent au développement rapide des relations diplomatiques et commerciales nouvellement établies entre les deux pays. Ce qui conduit d'ailleurs de nombreux observateurs à croire que le ministre des Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp ne reviendra pas les mains vides de Pékin, où il se trouve en visite, comme on le sait, depuis déjà plusieurs jours.

Jean-V. Baltayan

LES AFFAIRES

Fondé en 1961 sous la présidence de Julien Levasseur

635 est. boul. Henri-Bourassa
Montréal 357, tél. 381-1888

Vice-président et directeur général: **Claude Coupal**
Rédacteur en chef: **Jean V. Baltayan**
Rédacteurs: **Jean Pascal Lion**, **Alain Gerbier**, **Michel Guénard**
Collaborateurs: **Michel Durand**, **Jacques Beaufort**
Correspondants réguliers:

François Gauthier, économiste à l'Université Laval; **François Charette**, B.A. L.Sc.
Charles Atala, L.L.L. conseiller en droit international; **René Calès**, C.d.A.A., F.I.A.C.
Reynald N. Harpin, B.A., L.S.C., analyste financier; **J.J. Poletti**, analyste monétaire et correspondant à Ottawa

Directeur de la publicité: **René S. Bourbonnais**

Représentant à Montréal: **Claude Martin**

Représentant à Toronto: **Marc A. Girard**, Gérant pour l'Ontario et l'Est des E.U.; **Tom Jordan**, représentant, Suite 203, 801 York Mills, Rd. Mills, Ont. 449-3808/447-7404
Ouest canadien et Californie: **D.D. Davidson**, National Advertising Representative, 1350 West Pender St Vancouver B.C.

Europe: **Paul Singer-Lawrence**, 54 Burton Court, London S.W. 3 England

Directeur du tirage: **Georges Larivière**; Production: **Nicole Vézina**.

Composé aux ateliers des Entreprises Gérard Inc., Montréal et imprimé par Richelieu Roto-Litho, Saint-Jean

Abonnement un an (52 numéros) \$10.00, deux ans (104 numéros) \$17, trois ans (156 numéros) \$23.00 cinq ans (260 numéros) \$35.00

Distributeurs pour l'Europe: **C.C.I.F.**

68 rue Rothschild, Genève, Suisse, tél: 022/317478

EUROPE: \$15.00 (annuel) — poste aérienne ajouter \$20.00

La reproduction intégrale ou partielle d'articles signés publiés par le Journal n'est soumise à aucune autorisation préalable mais doit cependant être accompagnée de la mention "Les Affaires".

(Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no 0923)

Concours de qualité de produits alimentaires

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, monsieur Guy Saint-Pierre, annonce que pour la troisième année consécutive, le Ministère tiendra le Concours de qualité de produits alimentaires à l'occasion du Salon de l'Agriculture et de l'Alimentation qui aura lieu à Montréal du 27 octobre au 5 novembre 1972.

L'industrie de l'alimentation occupe le premier rang parmi les industries québécoises de transformation, tant par la valeur de ses expéditions que par le nombre de ses salariés.

Le Ministère organise le concours en collaboration avec le Centre de recherches en sciences appliquées de l'Université du Québec à Montréal. Le directeur du Centre, M. Marcel Gagnon, présidera le jury qui décernera les prix. Le secteur choisi cette année est celui de la charcuterie. Des médailles d'or, d'argent et de bronze seront conférées aux gagnants de chacune des six catégories du concours. Tous les produits inscrits au concours seront exposés au stand du ministère de l'Industrie et du Commerce. On estime qu'environ 100.000 personnes visiteront le Salon.

Le ministre a exprimé l'espoir que le concours, organisé dans le but de promouvoir la vente des produits québécois, attirera de nombreux participants.

Un Centre d'Études Asiatiques à Vancouver

M. Mitchell Sharp, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, vient d'annoncer à Vancouver que le Gouvernement du Canada accordera à l'Université de la Colombie-Britannique une subvention en espèces qui l'aidera à payer les frais d'établissement d'un Centre d'études asiatiques sur le campus. La Fondation de l'Exposition universelle du Japon a accepté d'offrir au Centre le pavillon Sanyo d'Expo 70: une somme considérable de \$700.000 provenant de sources japonaises a également été promise pour la construction du Centre. M. Sharp a déclaré que le Gouvernement canadien était disposé à se joindre au Gouvernement de la Colombie-Britannique et à d'éventuels donateurs privés pour assumer les frais de base. L'apport du Gouvernement fédéral serait proportionnel à celui du Gouvernement de la Colombie-Britannique, jusqu'à concurrence de \$400.000.

M. Sharp a noté, qu'en facilitant l'étude des langues et des civilisations de l'Asie de l'Est, un tel centre contribuerait beaucoup à l'extension et au renforcement de bonnes relations, et, en particulier, à l'encouragement des échanges culturels et commerciaux entre le Canada et les pays du Pacifique, surtout le Japon et la Chine. Il a exprimé sa reconnaissance à la Fondation de l'Exposition universelle du Japon et à la Fédération de l'Organisation économique du Japon ainsi qu'à tous les autres participants pour leur générosité et leur aide en vue de l'établissement de ce Centre.

Le ministère des Richesses naturelles au Congrès international de Géologie

C'est de façon active que le ministère des richesses naturelles du Québec participera au 24e congrès international de géologie qui se tiendra à Montréal du 21 au 30 août.

Le ministère des richesses naturelles aura une triple participation à ce congrès, soit:

- les excursions géologiques organisées par ses géologues;
- les conférences prononcées par ceux-ci;
- Le stand du service de l'information à l'exposition "Georama 72".

Les géologues du ministère des richesses naturelles ont préparé sept conférences qui seront communiquées au cours du congrès.

Les conférenciers sont MM. Robert Lamarche (role of liquid immiscibility in the differentiation of ophiolitic complexes), Jehan Rondot (géologie de la structure de Charlevoix), André Laurin, Kamal Sharma, H.A. Wynne-Edwards et A. Franconi (application of data processing technique in the Grenville province, Quebec), L. Imreh (le comportement géochimique des sédiments glaciaires en fonction du substratum et de la morphologie quaternaire), J.Y. Chagnon (Landslides in the sensitive clays of the city area) et François Rochette (groundwater flow systems in anisotropic crystalline rocks).

Parallèlement au congrès de géologie se tient l'exposition "Georama 72" du 20 au 25 août, à la Place Bonaventure.

Le ministère des richesses naturelles sera présent à cette exposition de façon assez inédite car il y présentera pour la première fois, le "GEOSCOPE", sorte de vaisseau de l'avenir dans lequel le public pourra assister à une présentation audio-visuelle.

Le "GEOSCOPE" peut accueillir dix personnes à la fois et le document qui y sera présenté traitera, pendant un peu plus de 5 minutes, des richesses minérales du Québec.

Rappelons que le 24e congrès international de géologie groupera quelque 6500 spécialistes des sciences

de la terre venus d'environ 115 pays.

Le congrès international de géologie a déjà eu lieu au Canada en 1913 et il réunissait à l'époque 467 savants. Le dernier congrès qui avait lieu à Prague en août 1968 avait dû interrompre ses travaux à cause des événements en Tchécoslovaquie à cette époque.

Un office national de commercialisation des oeufs

Des audiences publiques auront lieu dans tout le Canada en septembre sur l'à-propos de former un office national de commercialisation des oeufs.

C'est le président du Conseil national de commercialisation des produits agricoles, M. Paul Babey, qui en a communiqué la nouvelle.

Les audiences porteront sur un projet proposé par le Conseil national des producteurs d'oeufs.

Voici les dates et les endroits où elles se tiendront: Ottawa, le 14 septembre, au Centre des conférences gouvernementales.

Moncton, N.-B., le 19 septembre, à l'hôtel Brunswick.

Calgary, Alb., le 22 septembre, au Calgary Inn.

Les audiences commenceront à 9h 30, heure locale. L'inscription des participants débutera à 8h 45.

Tout avis d'intention de proposition devra parvenir au Conseil national de commercialisation des produits agricoles au plus tard le vendredi, 8 septembre 1972.

C'est la première série d'audiences touchant la formation d'un office national de commercialisation d'un produit agricole depuis l'adoption par le Parlement du projet de loi C-176 vers la fin de l'an dernier.

Le Conseil, de formation récente, a maintenant son siège social au 165, rue Sparks, à Ottawa.

Plus d'exhibits en 1972 à Expo-Québec

Expo-Québec '72 offrira cette année 225 exhibits aux visiteurs. C'est là un nombre record d'entrée, si l'on tient compte du fait qu'il n'y aura pas de fabricant de motos-neige à l'Expo. En effet, les dirigeants de l'exposition se sont entendus avec les manufacturiers et ils préparent actuellement le Salon des Neiges qui se tiendra du 21 au 24 septembre sur le parc de l'exposition.

Plusieurs grandes compagnies seront présentes à Expo-Québec '72.

General Motors du Canada présentera, pour la première fois à Québec, un de ses plus prestigieux modèles expérimentaux, d'une valeur de \$50.000.

Le poste de radio C.H.R.C. en collaboration avec Expo-Québec se réserve une présentation, sur la conquête de l'espace, encore plus percutante et spectaculaire que l'an dernier.

Shell Canada fera, pour sa part, une démonstration de nouveaux systèmes de chauffage avec fourniture anti-pollution.

Bell Canada offrira aux visiteurs une toute nouvelle présentation de service.

La Coopérative Fédérée, qui fête cette année, son cinquantième anniversaire, nous réserve des surprises.

La direction de l'exposition a insisté auprès des exposants, sur l'amélioration de la qualité et de l'apparence des sujets qui seront présentés au public.

D'une assistance de 336.000 visiteurs en 1967, Expo-Québec en accueillait tout près de 600.000 en 1970. L'an dernier, plus de 620.000 visiteurs ont franchi les barrières et, pendant 10 jours, sont venus regarder, apprendre, se détendre, admirer, flâner, rire, écouter et s'amuser.

Selon le président de la Commission, l'augmentation annuelle du nombre de visiteurs est une preuve incontestable qu'Expo-Québec transforme et offre une image dynamique, moderne et en plein accord avec les temps que nous vivons et cela de pair avec l'évolution technologique, économique, sociale et culturelle que l'on retrouve à tous les paliers de l'activité québécoise.

Nomination au secrétariat du Conseil du Trésor

M. Drury, président du Conseil du Trésor, a annoncé la nomination par la Commission de la Fonction publique de M. Maurice Lafontaine, 34 ans, au poste de sous-secrétaire de la Direction de la politique administrative, au Secrétariat du Conseil du Trésor.

M. Lafontaine a été directeur des Divisions de l'évaluation du rendement et de l'organisation à la Direction de la planification du Secrétariat.

Né à Pointe-Gatineau (Québec), M. Lafontaine a obtenu son baccalauréat en commerce à l'Université d'Ottawa en 1961 après quoi il a poursuivi des études post-universitaires en sciences économiques à la même université. Il est entré à la Fonction publique du Canada en 1961 comme statisticien au Bureau fédéral de la statistique. En janvier 1970, il venait au Secrétariat du Conseil du Trésor.

M. Massé propose l'implantation de centres de transformation viables à proximité des ressources.

M. Massé propose l'implantation de centres de transformation viables à proximité des ressources.

S'adressant aux participants du Congrès International de Géographie qui s'est tenu à Montréal du 10 au 17 août, M. J. Gilles Massé, ministre des Richesses naturelles a évoqué les différentes phases du développement du Nouveau Québec.

Après avoir présenté cette région, le ministre a fait allusion aux ressources économiques "d'envergure continentale" qu'elle recèle :

"Il existe dans le territoire du Nouveau Québec des gisements minéraux d'importance mondiale, notamment de fer et d'amiante. Eventuellement d'autres métaux de base pourront y être exploités : cuivre, nickel, zinc, plomb etc... Des gisements importants de minéraux, peut-être des ressources pétrolières pourraient être découvertes au voisinage de la Baie James. Les gisements de fer de Shefferville - Gagnon et Labrador City, plus proches des territoires développés du sud, quoique donnant lieu à des exploitations de forte importance, en termes de tonnages et de revenus générés, ne représentent qu'une faible partie des ressources minérales dont on soupçonne l'existence dans cette portion du territoire québécois.

Les richesses hydriques et hydrauliques du Nouveau-Québec constituent l'ultime grande réserve intacte d'énergie, et d'eau douce, en Amérique. Le projet d'aménagement des ressources de la Baie James (non seulement hydro-électriques, mais aussi minières, forestières et touristiques) se situe déjà dans cette perspective de mise en valeur continentale. Le potentiel hydraulique global de la Baie James pourra produire plus de trois fois l'énergie engendrée par les Chutes Churchill, au Labrador, actuellement les plus puissantes en Amérique."

M. Massé a ensuite abordé les problèmes inhérents au développement du nouveau Québec et proposé des solutions :

"La mise en valeur des ressources précédemment évoquées, suppose la réalisation d'investissements sans précédent et le recours à une technologie nouvelle adaptée aux conditions géographiques et ethniques du Nord, ce qui, pour le moment, ne favorise guère la participation de la population locale.

On peut ramener les problèmes à trois grands types :

- les problèmes de développement socio-culturel ;
- les problèmes de développement économique ;
- les problèmes de gestion administrative.

Un territoire comme le Nouveau-Québec fait vite prendre conscience de la différence qui existe entre la croissance économique et le développement. La première se traduit par une augmentation des revenus par tête, de la consommation, etc... Le second implique quelque chose de plus que la croissance : une information et une volonté de participation des populations locales, et d'adaptation aux changements technologiques, entre autres. Mais cela peut entraîner un bouleversement des secteurs traditionnels, pour atteindre notamment à la volonté de jouer le jeu de la concurrence individuelle et collective, de transformer le milieu, etc...

Développer le coopératisme
Les efforts de la Direction générale

le du Nouveau-Québec du M.R.N. s'orientent, depuis quelques années, vers un apprentissage du développement par la rationalisation des modes d'exploitation des ressources traditionnelles : chasse et pêche, le développement du tourisme, la stimulation de la créativité individuelle (produits d'art indien et esquimaux), bref, une lente transformation des mentalités. On essaie de donner aux autochtones le souci et l'habitude de prévoir le lendemain, et notamment, d'épargner pour acheter des biens de consommation futurs.

S'appuyant sur les valeurs culturelles et traditionnelles, on essaie de

développer avec le coopératisme une formule permettant une plus grande participation des autochtones au développement de leur économie.

Des problèmes de développement économique solubles

Les problèmes de développement économique sont certainement solubles à terme surtout pour ce que nous avons appelé les "ressources d'importance continentale". Le réservoir de ressources minérales et énergétiques que constitue le Nouveau-Québec sera exploité dans

un proche avenir : ceci, même s'il faut pour assurer cette exploitation inventer un nouveau type de ville, trouver des techniques révolutionnaires d'habitat, et s'habituer à payer le prix des services et le prix des biens de consommation (trois ou quatre fois) plus cher que dans les territoires "organisés" du Sud.

Il faudra attendre que la raréfaction des ressources énergétiques, minières, et même forestières du Sud viennent rendre rentable l'exploitation de celle du Nouveau-Québec, ce qui ne saurait tarder longtemps, au rythme où se produit leur épuisement dans les sociétés industrialisées.

Actuellement, le territoire du Nouveau-Québec n'est accessible que par la voie des airs, ou par mer. L'évacuation des ressources minières et forestières du Nouveau-Québec exigera d'autres moyens, et la saison de navigation maritime n'est possible qu'entre juillet et octobre, dans un territoire où il n'existe pas, actuellement, de ports en eau profonde.

Cependant le problème à résoudre n'est pas tellement le transport des ressources vers les marchés de consommation que l'implantation à proximité des ressources, des cen-

(Suite à la page 19)

Si votre expansion n'est qu'une question de capitaux, semez notre argent et vous récolterez.



"Pour faire de l'argent, il faut en avoir". A bien y penser, ce dicton populaire est plein de bon sens. De nombreux chefs d'entreprises nous le rappellent constamment. Fonctionnant déjà à plein rendement, leurs entreprises ne peuvent faire face à une demande en pleine croissance. Il leur faudrait une plus grande usine, un fonds de roulement plus important.

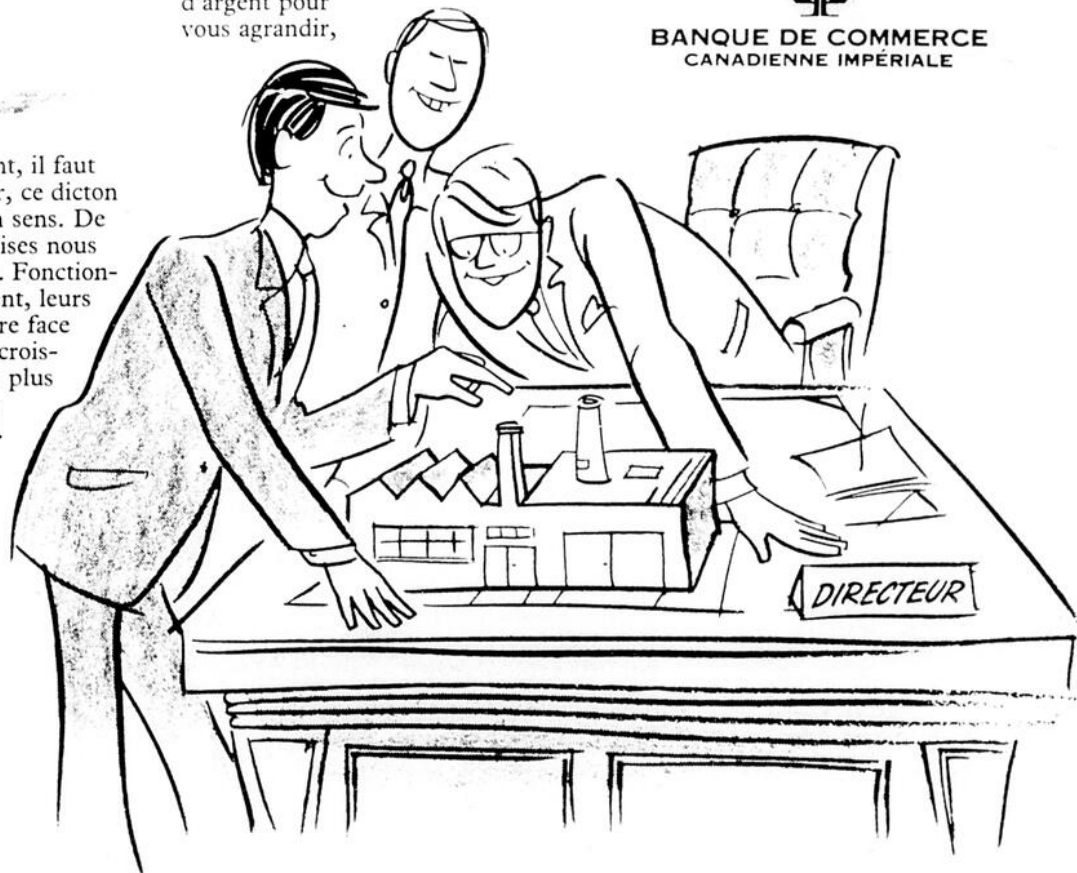
C'est là que nous pouvons aider. En effet, tout est prévu pour ça, à la Banque de Commerce. Nous pouvons vous fournir ce supplément de fonds de roulement dont vous avez besoin. Nous pouvons en même temps en étaler le remboursement aux mieux des intérêts de votre compagnie.

Alors, si vous avez besoin d'argent pour vous agrandir,

pour vous équiper, ou pour toute bonne raison, voyez d'abord la Banque de Commerce. Il se peut que nous puissions vous fournir de quoi vous assurer une généreuse récolte. Vous verrez. Ça marche avec la Banque de Commerce.



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE



Ça marche avec la Banque de Commerce

Le Canada cherche à combler son retard en recherche appliquée

par Jean Pascal Lion

Par rapport aux autres nations industrialisées, le Canada n'a investi qu'une faible proportion du produit national brut dans la recherche et le développement: moins de la moitié du pourcentage investi par la Grande Bretagne, les Etats-Unis et le Japon. Mis à part le gouvernement japonais, les gouvernements des pays industrialisés étrangers, en général, ont apporté une contribution plus importante que le gouvernement canadien à la recherche et au développement de leurs secteurs privés. Enfin, le Canada se place loin derrière la Suède, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Belgique, l'Angleterre, le Japon, les Pays-Bas et la France pour ce qui est du pourcentage de la Recherche et du Développement (R et D) menée par des entreprises pour leur propre compte; 200 industries canadiennes seulement emploient plus de 5 chercheurs ou ingénieurs à des fins de recherche et de développement. Triste bilan dont vient de rendre compte le ministre d'Etat aux Sciences et à la technologie, M. Al-

lastair Gillespie, en rendant public la semaine dernière le plan envisagé par le gouvernement fédéral pour remédier à cet état de chose: une idée force, le recours à l'entreprise privée. Un but, mettre l'accent sur les recherches utilitaires.

D'autres raisons ont motivé cette réorientation des dépenses gouvernementales en recherche développement; citons entre autres; la fragilité de la position concurrentielle du Canada, avec l'entrée de la Gran-

pie. "L'accent sera mis sur les recherches utilitaires, devait-il ajouter; il est évident que les ministères ont maintenant la responsabilité de passer des marchés de recherche et de développement avec l'industrie privée plutôt que d'exécuter ces travaux eux-mêmes". "Le but de cette politique est d'avoir une industrie plus moderne et plus concurrentielle autant sur les marchés intérieurs que sur les marchés internationaux." Et le ministre d'état

tion plus juste des sommes allouées à la recherche par le fédéral entre les ministères intéressés et l'entreprise privée, il faudra attendre au moins cinq ans, de préciser M. Gillespie. "Les effets de la nouvelle politique ne se manifesteront pleinement que dans quelques années". Une nouvelle politique qui "s'insère dans le politique globale du gouvernement visant à promouvoir l'industrie et dont les objectifs sont à court et à long terme". A court ter-

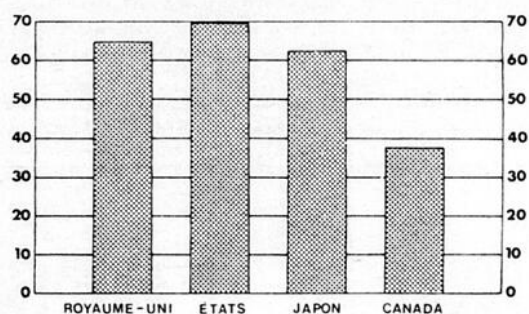
nementaux s'élève à près de \$358 millions par année. "C'est beaucoup trop" nous confiait déjà au mois de mai le Dr Beaulnes, sous ministre de M. Gillespie. 277 millions de dollars sont répartis presque également entre l'industrie et les universités ainsi que des organisations à but non lucratif. "Ainsi un peu plus de la moitié du budget fédéral destiné à la RD est accordé à des ministères et organismes, et un peu moins du quart à l'industrie". On peut donc mesurer l'impact financier de la nouvelle orientation du gouvernement fédéral.

On peut d'ores et déjà déterminer les secteurs industriels directement intéressés par cette nouvelle politique. En effet, si l'on se réfère à une étude de statistique Canada, on voit que le nouveau ministère de l'environnement, créé en juin 71, vient en tête des différents ministères ou organismes pour le budget de dépenses en sciences, avec une somme de 152.2 millions de dollars. Ce nouveau ministère regroupe l'ancien ministère des pêches et forêts, le programme des ressources en eau du ministère de l'Energie des Mines et des ressources naturelles, le Service Canadien de la Faune, le service météorologique du ministère des transports et certains éléments du ministère de la Santé Nationale et du Bien-être social. Ainsi, on peut prévoir que la recherche sur la pollution et les techniques pour la combattre prendront une place importante dans les contrats confiés à l'industrie par le gouvernement. Bien entendu les autres secteurs seront aussi représentés.

Enfin, le ministre d'état a tenu à préciser que cette nouvelle politique ne signifiait nullement la fin de la recherche exécutée dans les installations gouvernementales: "En dépit du fait qu'il incombe aux ministères et organismes gouvernementaux de prouver que la R et D ne peut pas être confiée à l'industrie, les installations de R et D des différents ministères et organismes concernée continueront de jouer un rôle de premier plan. Le gouverne-

(Suite à la page 16)

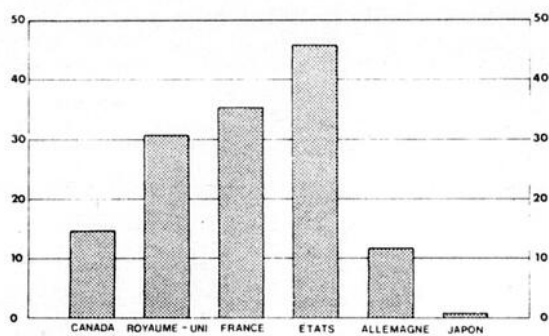
POURCENTAGE DU TOTAL DES DÉPENSES NATIONALES POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT ENGAGÉES PAR L'INDUSTRIE 1967



GRAPHIQUE: MEST

SOURCE: OCDE

POURCENTAGE DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT RÉALISÉS PAR L'INDUSTRIE ET FINANCÉS PAR LE GOUVERNEMENT 1969



GRAPHIQUE: MEST

SOURCE: OCDE

de Bretagne dans le Marché Commun et le programme américain DISC; la croissance élevée de la main d'oeuvre canadienne (supérieure au taux des autres pays industrialisés); l'arrivée massive de jeunes diplômés sur le marché; la nécessité d'innover afin d'exporter, etc...

Pourquoi le secteur privé?

"Le gouvernement mise sur le fait que le secteur privé, étant en contact plus étroit avec le consommateur et connaissant bien ses besoins, produira des dérivés technologiquement plus perfectionnés, permettant de renforcer la capacité industrielle du Canada et, par la même occasion, sa position concurrentielle. Le principal facteur de la croissance économique est le perfectionnement technique, et la R et D constitue la pierre angulaire de ce dernier" devait déclarer M. Gilles-

pie. "L'accent sera mis sur les recherches utilitaires, devait-il ajouter; il est évident que les ministères ont maintenant la responsabilité de passer des marchés de recherche et de développement avec l'industrie privée plutôt que d'exécuter ces travaux eux-mêmes". "Le but de cette politique est d'avoir une industrie plus moderne et plus concurrentielle autant sur les marchés intérieurs que sur les marchés internationaux." Et le ministre d'état

Pas avant cinq ans

Avant d'atteindre une réparti-

me, les moyens fixés pour atteindre ces concrets, et M. Gillespie y a fait allusion, sont certainement les programmes du ministère fédéral de l'industrie et du commerce touchant à la recherche et au développement, tels que la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques (IRDA) et le programme pour l'avancement de la technologie (PAIT).

\$635 millions en jeu

Le total du budget fédéral consacré à la R et D est d'environ 635 millions de dollars a déclaré M. Gillespie. Selon une récente étude de statistiques Canada, les dépenses de l'administration fédérale en sciences (définition un peu plus large que la R et D) devraient atteindre 753.1 millions de dollars en 1972. Actuellement, le coût de la recherche et du développement menés par les divers ministères et les organismes gouver-

L'Estérel
ne néglige rien
pour les congrès.
Rien que
les prix.

Tous les meilleurs hôtels
du Canada voient les
réservations atteindre leur
niveau le plus

bas aux mois de novembre et
décembre. C'est pourquoi l'Estérel
peut alors favoriser les congrès
et couper ses prix.
Pourtant, vous pouvez utiliser
nos trois centres d'information,
trois différentes salles à dîner,
une douzaine de salles de conférence
équipées de matériel
audio-visuel
dernier cri, et
profiter de la
beauté de la nature.

15% de rabais
si vous tenez
votre congrès
en novembre ou
en décembre.

Prix réguliers pour congrès:
\$21.00 par jour, par personne,
Plan Américain, 2 par chambre
(taxes et pourboires
non-compris).
Supplément de \$5.00 pour
chambre simple.

A
l'Estérel
ON EST D'AFFAIRES.

50 minutes de Montréal. Sortie 29
de l'autoroute des Laurentides.

Préposé aux congrès
Hôtel L'Estérel
Ville d'Estérel
Cité Terrebonne, Qué.

Veuillez me faire parvenir plus de
renseignements au sujet de vos
commodités.

Nom _____

Poste _____

Compagnie _____

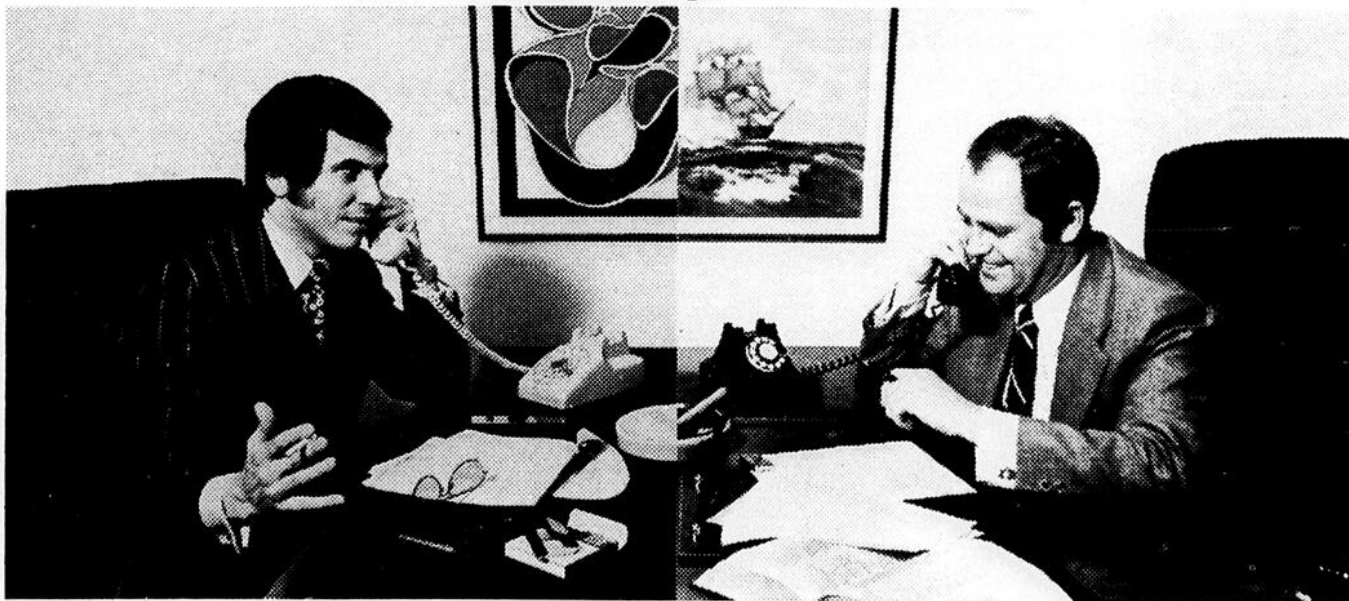
Adresse _____

Ville _____

Province _____

Si vous préférez, composez (514) 866-
8224, ligne directe de Montréal.

Allo, Paris... Les affaires ça se discute



Quand vous téléphonez on s'occupe de vous
immédiatement. Le téléphone est rapide et efficace.
Et il ne coûte pas cher.

A votre service par l'entremise de votre
compagnie de téléphone, La Société canadienne
de télécommunications transmarines.

Exemples de bas tarifs*

Grande-Bretagne	\$ 9.00	France	\$12.00
Japon	\$12.00	Australie	\$12.00

*Appel de personne à personne durant les heures de bureau. Tarifs moins élevés pour de nombreux pays de 17h. à 5h. du matin et le dimanche toute la journée.

L'Industrie de la radio et de la télévision (5)

par Reynald N. Harpin, analyste financier

Avant d'aborder l'industrie de la radio-diffusion et de la télédiffusion, nous compléterons notre bref exposé sur l'industrie de la télévision par câble en fournissant quelques renseignements sur les principales autres entreprises engagées dans cette industrie.

Premier Cablevision Limited est devenue une compagnie publique à la fin de 1971. Par suite d'une directive du Conseil Canadien de la Radio-Télévision (CCRT) obligeant les compagnies de radio et télévision à avoir au moins 80% de leurs actions en circulation et de leur capital détenu par des citoyens et résidents canadiens, Columbia Broadcasting System, Inc. qui détenait le contrôle de Premier Cablevision Limited se départir d'une bonne part de ces actions qui furent offertes, en novembre 1971, au public canadien. A cette occasion, un syndicat de courtiers offrit en vente 1.386.915 actions ordinaires de la compagnie au prix de \$10.00 l'action. La compagnie est la plus importante entreprise de télévision par câble quant au nombre d'abonnés qui se chiffrent à plus de 250.000.

Les opérations de la compagnie sont effectuées par l'intermédiaire de quatre filiales: Canadian Wirevision Limited, Coquitlam Cablevision Limited, Victoria Cablevision Ltd. de York Cablevision Limited. Le système de Wirevision inclut Vancouver, Burnaby et Richmond en Colombie Britannique et couvre environ 135.000 abonnés. Le système de Coquitlam couvre une région située au nord de la rivière Fraser à l'est de Burnaby et inclut Port Coquitlam, celui de Moody, Pitt Meadows, le District de Coquitlam, celui de Maple Ridge et la Cité et le District de Mission. Le système de Victoria couvre une région comprenant Victoria, le District de Oak Bay, celui de Saanich et le Canton de Esquimalt, en Colombie Britannique également. Enfin, le système de York couvre quatre régions séparées dans le Toronto Métropolitain. Au 31 décembre 1971, la compagnie avait des revenus bruts d'opération de \$10.3 millions et des profits nets (avant item extraordinaire) de \$1.9 millions. La compagnie a 3.075.200 actions ordinaires en circulation qui sont inscrites à la cote des bourses de Toronto, Montréal et Vancouver.

Parmi les autres entreprises qui opèrent aussi un système de télévision par câble, on note Selkirk Holdings Limited qui est une entreprise ayant des intérêts dans les domaines de la radiodiffusion, la télédiffusion et la télévision par câble. La compagnie opère principalement en Colombie Britannique et en Ontario. Elle a des revenus bruts d'opération de l'ordre de \$18.3 millions et des profits nets de \$2.0 millions. La compagnie a 1.935.941 actions classe "A" qui sont inscrites à la cote des bourses de Toronto et Montréal. Southam Press Limited détient environ 30% des actions classes "A" et "B". Western Broadcasting est une entreprise de radio et télédiffusion qui opère en Colombie Britannique, à Calgary, à Winnipeg et Hamilton. Elle détient aussi un intérêt de 44% dans British Columbia Television Broadcasting System Ltd. et environ 47% de Bushnell Communications Ltd. qui opère à Ottawa, Cornwall et Kingston et qui a un système de télévision par câble à Rockland. L'an dernier, la compagnie avait des ventes de \$9.1 millions et des profits nets de \$1.8 millions. La compagnie a 3.357.

734 actions ordinaires en circulation qui sont cotées aux bourses de Toronto, Calgary et Vancouver. Englemere Service Ltd. détient environ 21% de ces actions.

Q Broadcasting Ltd. est une compagnie de Vancouver. Elle opère des postes de radio et de télévision à Vancouver, Prince-Georges et Kelowna, en Colombie Britannique. La compagnie contrôle également Southern Okanagan Television Holdings Ltd. qui opère le système de télévision par câble le plus important en Colombie Britannique. L'an dernier, la compagnie avait des revenus d'opération de l'ordre de \$2.3 millions et des profits nets de \$0.2 million. La compagnie n'a que 424.000 actions classe "A" non

votantes en circulation qui sont inscrites à la cote des bourses de Vancouver et Toronto. Enfin, IWC Industries Limited (autrefois Industrial Wire & Cable Co. Ltd.) est engagée par l'intermédiaire de filiales, dans les domaines de la télévision par câble, de la radiodiffusion et de la télédiffusion et aussi dans la fabrication d'équipements de communication, d'équipements électriques et industriels. Au 31 mars 1972, la compagnie avait des ventes de l'ordre de \$7.3 millions et réalisa un déficit de \$195.000. La compagnie a 2.364.548 actions ordinaires en circulation qui sont inscrites à la cote de la bourse de Toronto. Allpak Products Ltd. détient environ 51% des actions ordinaires en circulation.

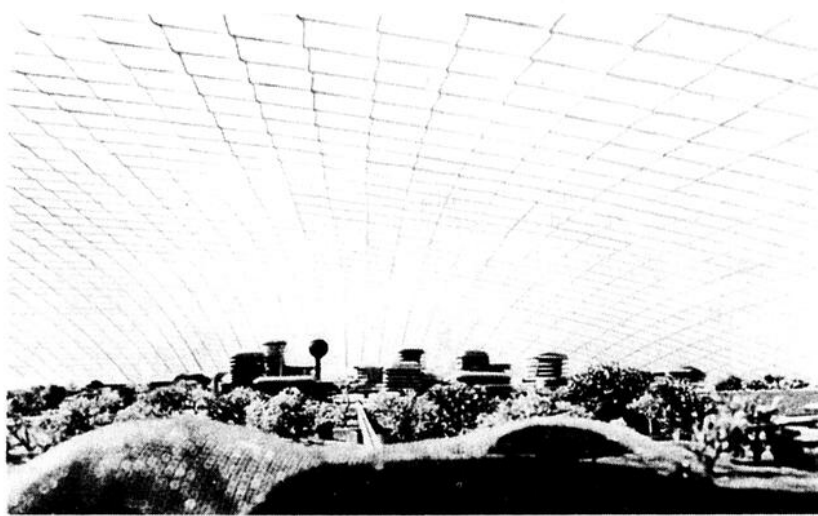
La croissance de l'industrie de la radiodiffusion et de la télédiffusion est reliée à la croissance de la population et la dispersion dans les groupes d'âges peut avoir des effets sur certains diffuseurs. Une concentration de la population dans le groupe des 18-30 ans exercera une influence sur la programmation des diffuseurs à celle qu'exercerait une concentration dans le groupe des 30-50 ans. La densité de la population desservie par chaque diffuseur exerce aussi une influence sur les affaires de ceux-ci. Comme cette industrie est domestique, les difficultés et les incertitudes sur le plan international et surtout dans le domaine monétaire, n'affectent pas l'industrie. On a constaté aussi, à la suite d'analyses,

que cette industrie avait un caractère cyclique, malgré les apparences premières qui peuvent sembler indiquer le contraire. Les fluctuations dans le niveau des dépenses de publicité faites par les commanditaires ont tendance à influencer les revenus des compagnies de radio et télédiffusion. En effet, on a constaté que les dépenses de publicité ont tendance à diminuer durant les périodes de ralentissement économique, ce qui a pour effet de diminuer les revenus des diffuseurs.

De plus, la répartition des dépenses de publicité entre les différents médias d'information exerce une influence sur les compagnies de radio et télédiffusion.

À SUIVRE...

Hoechst pense plus loin



Une cité polaire où règne l'été

Seules les rigueurs du climat ont retardé le développement des terres polaires et l'exploitation des riches gisements enfouis sous les glaces. Demain, on verra peut-être surgir dans ces régions éloignées de nouvelles cités protégées par de gigantesques dômes faits d'un matériel incroyable: Trevira, une nouvelle fibre de polyester d'une grande ténacité, créée par Hoechst. Dans ces immenses serres couvrant plusieurs milles carrés et dont le toit serait maintenu en place par les courants aériens, la température et l'humidité seraient contrôlées de façon à créer un climat convenant parfaitement au travail et à la vie de tous les jours.

Les échanges d'idées

Comme l'activité chez Hoechst s'étend à plusieurs disciplines scientifiques, il en résulte inévitablement des échanges d'idées d'où découlent des innovations telles que le nouveau tissu Trevira en polyester de grande ténacité et les nombreux usages auxquels il se prête. Nos recherches et nos découvertes en chimie appuient les progrès que nous avons réalisés dans les industries plus jeunes que sont les plastiques et les fibres. La solution de problèmes techniques résulte de l'union de la recherche, de la mise au point et de l'expérience des produits.

Participation à la croissance du Canada

Hoechst du Canada Limitée, membre du réseau mondial des entreprises Hoechst, se soucie de satisfaire les besoins présents et futurs des Canadiens. La diversité de ses produits et de ses services englobe plusieurs domaines: chimie industrielle, teintures, plastiques, plaques d'impression, médecine et art vétérinaire, produits pharmaceutiques et fibres textiles. Les produits, les services, les techniques et les connaissances de Hoechst dans ces domaines, associés à une expérience depuis longtemps acquise dans le monde entier, ont donné à la compagnie une réputation de compétence dont elle est fière et à laquelle elle se doit de faire honneur. Hoechst travaille aujourd'hui pour demain.



REG. T.M. HOECHST
HOECHST

Canadian Hoechst Limited
4045 Côte Vertu
Montreal 383 - Quebec

40 Lesmill Road
Don Mills, Ontario

Mémoire du Conseil du Patronat du Québec

- créer des emplois
- diminuer le fardeau fiscal des entreprises
- mise en valeur des richesses naturelles
- sévères critiques à l'endroit du M.I.C.

Par Michel Guénard

Dans son mémoire sur les priorités budgétaires 1972-73, le Conseil du patronat suggère fortement au Gouvernement québécois de faire reposer le poids de la relance économique sur l'entreprise privée. Passant en revue l'impact économique des différents ministères, le CPQ recommande au Gouvernement de mettre l'accent sur les ministères à vocation économique et de restreindre le taux des dépenses réelles à 5% par année. Il apparaît évident aux chefs d'entreprises que la création permanente d'emplois ne saurait se faire par le biais de politiques à la fois incohérentes et passagères comme celles des "travaux d'hiver et des initiatives locales". C'est dans des programmes sérieux de politique de développement industriel reposant sur une position fortement concurrentielle de l'industrie québécoise que l'on peut créer des emplois permanents. Cette politique devra miser sur l'utilisation de nos richesses naturelles et de leurs transformations sur place. A ce propos le mémoire du CPQ émet de sérieuses réserves quant à l'efficacité présente du MIC et propose une symbiose plus étroite entre les objectifs du ministère et les besoins de l'industrie québécoise.

Ce que sera 1973...

Dans le prologue de son mémoire le CPQ rappelle qu'il n'existe aucun institut tant privé que public d'étude conjoncturelle au Québec et que le Conseil a dû se référer au modèle Trace de l'Université de Toronto pour prédire l'évolution future de l'économie nord-américaine. Mentionnons que la Banque du Canada a publié un modèle d'analyse financière XR2 qui sera intégré au modèle macroéconomique CANDIDE du Conseil économique du Canada. Il ressort des modèles prévisionnelles que l'économie canadienne devrait atteindre un taux de croissance réelle de 5 à 6% laissant apparaître une majoration des dépenses gouvernementales de l'ordre de 11% et un taux de chômage de 6%.

Ces pronostics encourageants pour l'économie québécoise reflètent l'amorce d'une reprise économique en 73 malgré les mesures de freinage du gouvernement fédéral devant les risques inflationnistes des derniers mois. Ceci serait d'autant plus probable que les perspectives économiques américaines font voir une augmentation réelle du PNB de 3.7% à l'intérieur d'une politique de resserrement du crédit bancaire. Les différentes forces conjoncturelles devraient donc permettre un taux de croissance de 5.5% pour l'économie québécoise en 73. Le mémoire du CPQ contient en annexe un document remis à jour sur la "Stratégie de développement économique" préparé en 1970 par le Conseil général de l'industrie. L'allure optimiste du document mentionne que "le Québec gagnera du terrain, mais en dépit de ces gains, le niveau des investissements restera encore insuffisant pour réduire de façon appréciable le taux de chômage".

Le rôle de l'Etat

Le CPQ se demande quel est le rôle de l'Etat québécois face à une forte reprise de l'économie et répond que l'importance relative des affectations budgétaires ne doit pas se faire aux dépens de l'entreprise privée. Jetant un bref regard sur la période des années 60, le Patronat constate que l'Etat avait augmenté considérablement ses dépenses sous la pression des milieux populaires mais "sans trop s'interroger sur l'efficacité économique et sociale réelle des sommes ainsi engagées". Ce n'est que récemment que le gouvernement a commencé à appliquer le Planning Programming Budgeting System (PPBS) pour évaluer les coûts/bénéfices des diverses dépenses publiques. Ce système d'étude des dépenses du secteur public

constitue une simple amorce de planification budgétaire et dévaluation de la rentabilité des deniers publics. D'après le Patronat, on a actuellement atteint un taux d'impôt et de fiscalité qui nécessite un freinage des dépenses sinon l'on se dirigera vers l'endettement public par la multiplication des budgets déficitaires qui s'en suivent.

Echecs des initiatives gouvernementales

La pluie des "initiatives" gouvernementales depuis cinq ans a conduit à une série de programmes d'emplois publics plus farfelus les uns que les autres. Ces "queues de poissons", on les retrouve dans les travaux d'hiver discontinués à cause de leur faible productivité, dans l'ensemencement de 200 parcs industriels au Québec dont à peine une dizaine couvrent leurs frais d'exploitation, dans l'échec de la SGF dont les actions se sont effondrées de \$10 à \$3.38 avant qu'on les suspende en bourse. Sombre tableau qui joint à la mauvaise coordination des programmes fédéraux et provinciaux d'aménagement régional, conduit le CPQ à écrire qu'on "n'en finirait plus d'énumérer les exemples d'allocations peu productives de l'argent des contribuables par des initiatives économiques malheureuses de l'Etat depuis dix ans (écoles polyvalentes, aéroports régionaux, installations portuaires, octrois discrétionnaires en agriculture, etc...)".

Fait encourageant, le gouvernement semble réaliser qu'en 1972 le "socialisme à gogo" de la dernière décennie n'est pas la meilleure garantie pour soutenir le développement économique de la province. D'ailleurs certaines expériences désastreuses des années 60 semblent vouloir être corrigées. Le Patronat se réjouit que le dernier budget fédéral marque à cet égard des signes d'une réorganisation majeure des politiques économiques au Canada. On sait que le pouvoir fédéral a déjà diminué de 49% à 40% l'impôt sur le revenu des entreprises manufacturières et réduit l'amortissement sur la machinerie de 5 à 3 ans afin de favoriser l'implantation d'une technologie moderne de production. Du côté ontarien, Toronto a même mis sur pied un plan d'intégration de l'entreprise privée dans le secteur hospitalier - maisons de convalescents, hôpitaux pour malades chroniques.

Le rôle de l'entreprise privée

Pour le CPQ, le Québec a atteint un palier élevé de dépenses dans les secteurs de l'éducation (1.3

milliard) et de la santé (1.7 milliard). A cause de la loi des rendements décroissants, les sommes additionnelles consacrées à ces secteurs seront d'une efficacité économique et sociale moindre. Il est donc temps de se retourner vers l'entreprise privée qui en dépit d'un fardeau socio-économique plus élevé - lutte à la pollution, charges fiscales, législations restrictives - a réussi à augmenter de 3% par année le rendement de l'économie nationale.

Le CPQ fait siens les objectifs du Conseil de Planification et de développement tels que soumis au Gouvernement en novembre 71. Mais le Patronat croit que ces objectifs

et celui de la paix industrielle pourraient être atteints s'il y avait concertation délibérée, acceptée, de tous les agents économiques. De plus, la création d'emplois "utiles et productifs" doit demeurer la première priorité des années 73 et pour se faire l'Etat doit travailler en étroite collaboration avec l'entreprise privée, veiller à appliquer des politiques budgétaires et fiscales qui assurent une position concurrentielle à l'entreprise québécoise. Conséquemment le CPQ demande donc que le niveau de taxation de l'entreprise québécoise soit comparable à celui des autres provinces canadiennes et états américains où l'industrie manufacturière concurren-

tielle est installée.

Le CPQ prie donc le Gouvernement d'encourager dans sa politique budgétaire les ministères à incidence économique afin que l'Etat épaulé et facilite l'action de l'entreprise privée dans les secteurs clés de l'économie. Il est donc recommandé au Gouvernement d'encourager une: Croissance modérée des dépenses publiques, i.e. un taux annuel de 5% en termes constants.
: Uniformisation des législatures fiscales à travers le pays
: Mise en valeur des richesses naturelles
: Politique cohérente et dynamique en matière de rénovation urbaine.

Principales recommandations par secteur

Critiques à l'endroit du MIC

- 1) Que le MIC s'emploie à réformer sa direction des services techniques aux petites et moyennes entreprises (PME).
- 2) Que le MIC, ou un autre organisme gouvernemental, revendique auprès du gouvernement fédéral d'être consulté de façon permanente sur l'ensemble des programmes à caractères économiques devant s'appliquer au Québec.
- 3) Que le MIC entreprenne des programmes systématiques d'échanges de cadres et de spécialistes avec l'entreprise privée de façon à améliorer la qualité de ses fonctionnaires et l'ensemble de sa gestion interne.
- 4) Que les conseillers industriels du MIC au Québec et à l'étranger soient suffisamment familiers avec les besoins et les méthodes du monde des affaires qu'ils doivent servir.
- 5) Que le MIC restructure le Bureau de la Statistique du Québec de façon à éliminer le plus possible des doublages qui se produisent avec Statistique Canada.
- 6) Que dans la mesure où des organismes locaux sont aptes à assumer des responsabilités en matière de promotion industrielle, le MIC se départisse à leur profit de ces activités.
- 7) Que le MIC s'emploie au plus tôt à se doter d'une gestion interne moderne qui s'inspire des systèmes de management existant dans la plupart des grandes entreprises. (...) La présence au sein de ce Ministère d'hommes qualifiés, familiers avec le monde de l'entreprise et disposant d'une marge d'initiative suffisante, demeurera toujours une condition importante de la crédibilité des hommes d'affaires à son endroit en même temps qu'un gage de son efficacité.
- 8) Que le MIC mette en oeuvre tous les moyens nécessaires en vue d'élaborer au plus tôt une véritable politique de développement industriel pour le Québec.

Réduction du fardeau fiscal

- 1) Que pour aider à rétablir la capacité concurrentielle de l'entreprise québécoise, la taxe de 1/5 de 1% sur le capital, de même que la taxe de \$0.15 la corde de bois soient abolies.
- 2) Que le gouvernement donne suite à la recommandation de la Commission Bélanger sur l'impôt foncier scolaire, mais que ce taux appliqué aux sociétés ne soit pas plus de 10% supérieur à celui des particuliers.
- 3) Le CPQ recommande les mesures suivantes, en vue de la réduction du coût du bois:
 - a) Réduction à \$0.50 par cunit du droit de coupe de l'épinette et du sapin baumier, qui est présentement de \$2.49 par cunit, et réduction proportionnelle pour les autres essences.
 - b) Réduction du taux annuel de la rente foncière de \$20 à \$5 le mille carré.
 - c) Réduction des frais de protection contre les incendies de \$0.60 environ à \$0.10 par cunit de bois coupé.

- 4) Que le gouvernement adopte des mesures propres à assurer en tout temps la fixation, par la Régie des Marchés agricoles, de prix compétitifs par rapport au coût du bois provenant d'autres sources. Les entreprises forestières ne seraient pas obligées d'acheter du bois aux termes des plans conjoints des producteurs lorsqu'il n'est pas dans l'intérêt de ces entreprises de le faire.
- 5) Le CPQ recommande l'abolition des frais d'immatriculation imposés aux équipements utilisés en forêt, ce qui permettrait à l'industrie de bénéficier davantage de la mécanisation et de diminuer d'autant le coût du bois.
- 6) Le CPQ recommande que le gouvernement amende la loi provinciale de l'impôt sur le revenu des corporations de façon à réduire de 12% à 10% le taux d'imposition sur les "profits qui seront réinvestis au Québec" durant l'exercice.
- 7) Le CPQ recommande de réduire à \$0.03 le gallon la taxe sur le carburant (essence de mazout) utilisé par les équipements des opérations forestières et de l'extraction minière.

Les sièges sociaux

- 1) Le CPQ recommande que le gouvernement québécois commande une étude sur les bureaux chefs et les directions canadiennes d'entreprises multinationales implantées au Québec pour en établir le nombre, l'effectif à leur emploi, les retombées économiques de leurs activités, etc... Ces renseignements devraient être complétés par une évaluation des facteurs positifs de localisation au Québec.

Agriculture

- 1) Que les objectifs de marketing de nos produits agro-alimentaires québécois, et les responsabilités d'orientation, de stimulation et de suppléance qui en découlent, deviennent prioritaires et commandent le rythme de croissance des appropriations budgétaires recommandées pour les prochains cinq ans.
- 2) Que dans ce contexte d'une agriculture "market-oriented", priorité soit donnée au perfectionnement du mécanisme de contrôle de la qualité et de l'inspection de tous les produits agro-alimentaires aux divers stades de la chaîne alimentaire. Des appropriations budgétaires accrues doivent être prévues dans ce domaine.
- 3) Que le Ministère consacre à la recherche dix fois plus d'argent que l'accroissement qui apparaît dans le dernier budget, et que cette recherche cesse d'être limitée aux problèmes de production agricole pour être orientée vers le marketing, les exigences du marché, les nouveaux produits alimentaires.
- 4) Que l'on procède à l'embauche de spécialistes et d'hommes d'expérience, où qu'il se trouvent, pour la prise en charge de ces nouvelles fonctions d'orientation et de développement. Il est recommandé de tenter l'expérience, dans ce domaine, de l'échange des cadres supérieurs entre l'entreprise privée et la fonction publique.

Le marché monétaire...

(Suite de la page 1)

à titre d'exemple que le dernier siège vendu à la Bourse commerciale de Chicago s'est élevé à \$84,500." devait nous confier le Dr Powers.

Pourquoi un tel marché?

Quelques soient les nouveaux développements dans les accords financiers internationaux, M. Milton Freidman estime que l'élargisse-

ment des marges de fluctuations et le recours plus fréquent au flottement des monnaies, sont deux phénomènes qui créent un besoin majeur pour un marché à terme large, diversifié, actif et flexible. Car ils ont pour conséquence d'entraver le commerce international en augmentant les risques de pertes sur fluctuation monétaire. Pertes qu'un marché à terme permet de minimiser par les opérations de couverture. "Un tel marché à terme existe maintenant à Londres, Zurich et New-York, mais il n'a ni la dimension, ni la profondeur ou la souplesse nécessaire. Ce qu'entend offrir le

marché de Chicago... Un marché à terme réellement satisfaisant ne peut reposer uniquement sur les opérations de couverture... Le marché a besoin de spéculateurs qui soient désireux de prendre des positions en attente. Plus le volume des transactions à but spéculatif est large, plus le marché sera solide, et plus les gens engagés dans le commerce international pourront facilement se couvrir. "d'expliquer le théoricien des thèses monétaristes.

Un effet de distorsion?

Une objection souvent avancée à

l'endroit d'un marché à terme de devises étrangères est qu'il entraîne des effets de distorsion et provoque des fluctuations des cours de change plus importantes que celles qui auraient eu lieu en l'absence d'un tel marché. A cela, M. Freidman et son disciple M. Powers répondent qu'un marché à terme n'a pas d'effets directs sur les marchés au comptant et que le comportement du taux de change dépend des opérations au comptant. Ils répondent également, surtout à la lumière de l'expérience canadienne de taux de change flexible, que la spé-

culatation stabilise les cours de change et réduit leurs fluctuations plutôt que le contraire.

Le marché monétaire international de la Bourse commerciale de Chicago a reçu la bénédiction du Trésor américain et le feu vert du Federal Reserve System. Malgré l'archaïsme des thèses monétaires françaises, il semblerait que Paris serait la deuxième capitale financière désireuse de se doter d'un marché monétaire à terme semblable à celui de Chicago. "Cela ne pourrait que nous aider" nous confia M. Powers...

ÉMISSION DE \$425,000,000 (OU À PEU PRÈS) D'OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA NON REMBOURSABLES PAR ANTICIPATION DATÉES DU 1^{er} SEPTEMBRE 1972

La Banque du Canada est autorisée par le ministre des Finances à recevoir des souscriptions à un emprunt à émettre contre espèces ainsi qu'il suit:

—Obligations 5½% à 1 an et 5 mois échéant le 1^{er} février 1974

Prix d'émission: 100% rapportant 5.75% jusqu'à l'échéance

Intérêts payables le 1^{er} février et le 1^{er} août

Intérêts de cinq mois payables le 1^{er} février 1973

Coupures: \$500, \$1,000, \$5,000, \$25,000, \$100,000 et \$1,000,000

et

—Obligations 7% à 4 ans et 10 mois échéant le 1^{er} juillet 1977

Prix d'émission: 100% rapportant 7.00% pendant 4 ans et 10 mois

Convertibles

au choix du détenteur en une valeur nominale égale d'obligations 7½% à 5 ans, devant être datées du 1^{er} juillet 1977 et échéant le 1^{er} juillet 1982, rapportant environ 7.21% pendant les 9 ans et 10 mois commençant le 1^{er} septembre 1972

Intérêts payables le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet

Intérêts de quatre mois payables le 1^{er} janvier 1973

Coupures: \$500, \$1,000, \$5,000, \$25,000, \$100,000 et \$1,000,000.

Le ministre des Finances se réserve le droit d'accepter ou de rejeter en tout ou en partie toute souscription et d'attribuer un montant total de \$425 millions avec un jeu maximum de 10% en plus ou en moins.

La Banque du Canada convient d'acquiescer un minimum de \$200 millions des nouvelles obligations, à affecter à n'importe quelle échéance.

Le produit de l'offre sera affecté au rachat de \$454,687,200 d'obligations 4½% du Gouvernement du Canada échéant le 1^{er} septembre 1972.

Les nouvelles obligations 5½% échéant le 1^{er} février 1974 s'ajoutent aux \$100 millions d'obligations 5½% échéant le 1^{er} février 1974 et datées du 1^{er} juillet 1972. Les nouvelles obligations 7% échéant le 1^{er} juillet 1977 s'ajoutent aux \$300 millions d'obligations 7% échéant le 1^{er} juillet 1977 et datées du 1^{er} juillet 1972.

Les nouvelles obligations 5½% échéant le 1^{er} février 1974 et les nouvelles obligations 7% échéant le 1^{er} juillet 1977 seront datées du 1^{er} septembre 1972 et porteront intérêt à partir de cette date. Le principal et les intérêts sont payables en monnaie légale du Canada, le principal à toute agence de la Banque du Canada et les intérêts à toute succursale au Canada d'une banque à charte, sans frais. Les titres définitifs seront disponibles le 1^{er} septembre 1972 et par la suite sous deux formes: au porteur avec coupons annexés et sous forme entièrement nominative, les intérêts étant payables par chèque. Les obligations de l'une et de l'autre forme comporteront les mêmes coupures et seront entièrement interchangeables quant aux coupures et(ou) à la forme, sans frais (sous réserve des exigences du Gouvernement relatives aux transferts lorsqu'il y a lieu).

Afin de permettre au Gouvernement du Canada d'établir six mois à l'avance le montant à rembourser contre espèces le 1^{er} juillet 1977, et de prévoir ainsi tout refinancement qui pourrait s'avérer nécessaire, le privilège permettant aux détenteurs de convertir leurs obligations 7% à 4 ans et 10 mois échéant le 1^{er} juillet 1977 contre une valeur nominale égale d'obligations 7½% à 5 ans échéant le 1^{er} juillet 1982, ne pourra être exercé que pendant les six mois commençant le 1^{er} juillet 1976 et se terminant le 31 décembre 1976.

Les nouvelles obligations sont autorisées conformément à une loi du Parlement du Canada. Le principal et les intérêts sont une charge du Fonds du revenu consolidé du Canada.

Les souscriptions, sous réserve d'attribution, peuvent se faire par l'intermédiaire de tout courtier en valeurs mobilières autorisé à agir comme distributeur initial ou de toute banque au Canada.



Finances Finance

AU3

Une semaine à la Bourse

La Bourse aujourd'hui

Nestor

Me voilà de retour. Le tableau que je vous ai présenté semaine dernière a fait parler bien du monde; on a même demandé à la rédaction si Nestor était sérieux...

Ceux qui me lisent depuis le début de cette chronique sauront tout de suite apprécier que souvent sous un ton badin et quelque peu farfêlé, Nestor ne se permet pas de négliger l'actualité et ses recommandations. Les résultats l'ont prouvé la semaine dernière.

Aujourd'hui, j'aimerais faire avec vous le point sur la situation du marché boursier. Si notre Bourse cana-

dienne a connu des performances particulièrement brillantes depuis le début de l'année, il ne faut cependant pas perdre de vue que nous sommes à une époque particulièrement délicate, à moins de quatre mois des élections présidentielles américaines et peut être moins de deux mois des élections fédérales au Canada.

Si l'événement canadien n'a qu'une importance relative sur le marché, il n'en est pas de même pour la course à la présidence américaine. Un indice nouveau est apparu la semaine dernière, c'est celui de la

fermeté du dollar américain en conjonction avec un raffermissement du prix de l'or. Que peut-on déduire de ce nouvel indice? - Premièrement que les dollars américains sont rapatriés à vive allure vers les Etats-Unis et qu'ainsi les monnaies européennes subissent une pression à la baisse et que l'incertitude monétaire, les spéculateurs se retournent vers l'or en attendant que l'orage passe.

Pour nous les conséquences pourraient être que le marché canadien ralentisse son mouvement à la hausse et que les prises de bénéfices accusent encore ce mouvement. Si, de plus, une hausse des

(Suite à la page 20)

NOMINATIONS CHEZ KLOCKNER-MOELLER LTD.



J.A. Kane



Ken Takahashi

Klockner-Moeller Ltd. ont le plaisir d'annoncer les nominations suivantes: Monsieur J.A. Kane, Ing., M.B.A., est nommé gérant du marketing. M. Kane était auparavant gérant technique de la succursale de Montréal et après une absence d'un an pour compléter son M.B.A., il revient pour accéder à ses nouvelles fonctions. M. Ken Takahashi devient gérant de la publicité. M. Takahashi s'est joint à la compagnie en 1962 dans le département du génie. Depuis 1968, il était superviseur de la publicité. Klockner-Moeller Ltd. sont fabricants de contrôles électriques industriels. Le bureau chef et les usines sont à Granby, et sept succursales sont situées à travers le Canada.

Moyennes de la semaine

TORONTO						MONTRÉAL					
	Ind.	Or	Mét.	Huiles	Volume		Ind.	Util.	Banque Papier	Comp.	Vol.
Mon.	213.02	214.19	93.55	255.70	2,361,000	230.97	162.15	277.80	98.75	222.65	1,493,000
Tues.	212.39	213.77	93.73	257.14	2,383,000	231.06	160.74	274.51	98.37	222.11	1,281,000
Wed.	212.14	213.56	93.15	258.32	2,077,000	229.86	160.87	274.96	98.72	221.38	1,670,000
Thurs.	213.88	215.47	92.68	258.51	2,526,000	231.83	161.63	275.30	99.54	222.91	1,499,000
Fri.	215.09	214.80	92.62	260.44	2,522,000	233.41	162.83	276.03	100.96	224.33	1,795,400
Wk. chng.	-2.00	-0.67	-1.45	-6.50		-3.61	-1.33	-4.83	-2.25	-4.33	
1972 high	215.09	227.47	98.86	260.44		233.41	167.20	281.30	100.96	224.33	
1972 low	181.66	140.58	79.15	209.79		187.56	156.26	227.56	81.22	186.08	

NEW YORK						DOW JONES					
	Com.	Ind.	Trans.	Util.	Fin.	Inc.	Ind.	Ch. fer	Util.	Comp.	N.Y. Vol.
Mon.	61.83	68.38	49.75	36.37	78.30		973.51	236.03	108.19	318.62	18,870,000
Tues.	61.56	68.03	49.27	36.37	78.36		969.97	234.45	108.58	317.54	16,670,000
Wed.	61.40	67.74	48.75	36.74	78.43		964.25	232.51	109.15	316.00	14,950,000
Thurs.	61.29	67.56	48.38	36.92	78.44		961.39	231.24	109.41	315.11	14,360,000
Fri.	61.54	67.80	48.67	37.19	78.83		965.83	232.09	110.24	316.63	16,150,000
Wk. chng.	-0.02	-0.21	-1.50	-0.82	0.78		-1.65	-5.53	-2.44	-0.62	
1972 high	61.83	68.38	56.75	40.78	81.28		973.51	275.71	121.31	333.74	
1972 low	56.23	60.27	47.32	35.69	72.81		889.15	225.47	105.06	270.18	

LES BRASSERIES CANADIENNE LIMITÉE

Déclaration de dividendes

Avis est par les présentes donné que le Conseil d'administration a déclaré les dividendes suivants, qui seront payés le 1er octobre 1972 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires, le 1er septembre 1972:

1. Un dividende trimestriel de 55 cents par action sur les actions privilégiées de série A en circulation, à dividende cumulatif de \$2.20, d'une valeur nominale de \$50 l'action, comprises dans le capital de la compagnie.

2. Un dividende trimestriel de 66 1/4 cents par action sur les actions privilégiées de série B en circulation, à dividende cumulatif de \$2.65, d'une valeur nominale de \$50 l'action, comprises dans le capital de la compagnie.

3. Un dividende trimestriel de 10 cents par action sur les actions ordinaires en circulation sans valeur nominale, comprises dans le capital de la compagnie.

Par ordre du Conseil d'administration
Le Secrétaire
C.C. HENDERSON

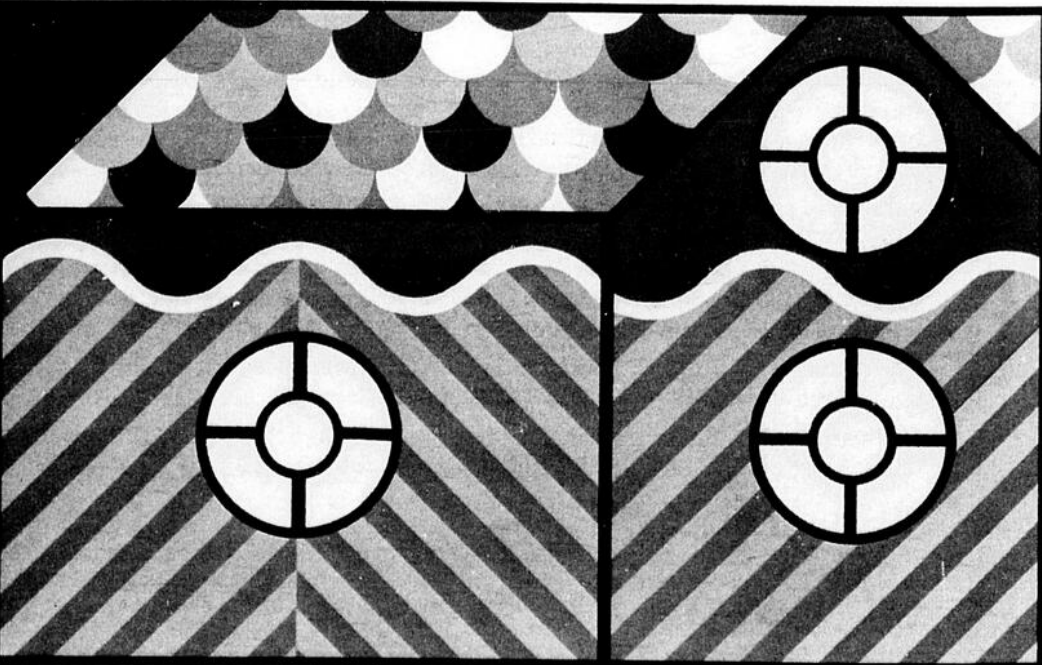
COUP D'OEIL A LA BOURSE

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
MONTRÉAL					
SERV. PUB.	162.15 - 0.65	160.74 - 1.41	160.87 + 0.13	161.63 + 0.76	162.83 + 1.20
BANQUES	277.80 - 3.06	274.51 - 3.29	274.96 + 0.45	275.30 + 0.34	276.03 + 0.73
PAPIERS	98.75 - 0.94	98.37 - 0.38	98.72 + 0.35	99.54 + 0.82	100.96 + 1.42
INDUSTRIELLES	230.97 - 1.17	231.06 + 0.09	229.86 - 1.20	231.83 + 1.97	233.41 + 1.58
TORONTO					
INDUSTRIELLES	214.19 - 1.28	213.77 - 0.42	213.56 - 0.21	215.47 + 1.91	214.80 - 0.67
MÉTAUX	213.02 - 0.07	212.39 - 0.63	212.14 - 0.25	213.08 + 1.74	215.09 + 1.21
AURIFÈRES	93.55 - 0.52	93.73 + 0.18	93.15 - 0.58	92.68 - 0.47	92.62 - 0.06
PÉTROLE	255.70 - 1.76	257.14 + 1.44	258.32 + 1.18	258.51 + 0.19	260.44 + 1.93
NEW YORK					
DOW JONES	973.51 + 9.33	969.97 - 3.54	964.25 - 5.72	961.24 - 3.01	965.83 + 4.44

Achat, vente,
administration
d'immeubles



TRUST GÉNÉRAL
DU CANADA



Résultats financiers

Compagnie diversifiée Saint-Laurent

Le réaménagement de la structure financière des deux filiales de la Compagnie Diversifiée Saint-Laurent a été annoncé par Monsieur Lorne C. Webster, Président.

Les deux sociétés impliquées sont les Prévoyants du Canada, Assurance-Vie et Les Prévoyants du Canada, Assurance Générale.

Selon les termes de ce réaménagement, la Compagnie Diversifiée Saint-Laurent acquiert 244.880 actions de Les Prévoyants du Canada, Assurance Générale sur un total de 430.000 actions, soit 56%. Par ailleurs, elle a vendu 210.000 actions de Les Prévoyants du Canada (Assurance-Vie) à Les Prévoyants du Canada, Assurance Générale qui se trouve ainsi à détenir 60% du capital de la Compagnie d'Assurance-Vie.

En annonçant cette nouvelle, le Président, Monsieur Webster, a déclaré qu'il était confiant que ce réaménagement serait bénéfique pour le groupe des Compagnies Saint-Laurent.

Les actifs du Groupe Prévoyants du Canada au 30 juin dernier s'éle-

vaient à \$91.700.000, répartis comme suit: Les Prévoyants du Canada, Assurance Générale \$31.800.000; La Personnelle Compagnie d'Assurance \$4.350.000; Les Prévoyants du Canada (Assurance-Vie) \$45.800.000; et Les Prévoyants du Canada, Fonds de Pension \$9.750.000.

General Foods Limitée

Toronto — General Foods, Limitée, un des principaux fabricants canadiens de produits alimentaires, rapporte aujourd'hui des ventes de \$192.620.000 pour l'exercice clos le 1er avril 1972. L'an dernier, les ventes s'étaient chiffrées à \$181.816.000.

Les bénéfices ont atteint \$9.235.000 (avant les postes extraordinaires), comparativement à \$7.929.000 l'année précédente. Le président, M. Robert S. Hurlbut, attribue cette augmentation des bénéfices à l'accroissement des ventes et à l'amélioration de la productivité ainsi qu'à la réduction des coûts du service de la dette et à une diminution des taux d'impôt sur le revenu.

M. Hurlbut a souligné, que malgré la forte expansion de la compagnie dans son ensemble, un déclin

de la valeur marchande de certains biens relatifs aux restaurants Burger Chef dans des centres moins importants, a entraîné une perte extraordinaire de \$1.114.000. Ceci établit le montant des bénéfices nets à \$8.121.000.

Parmi les produits nouveaux lancés sur le marché au cours de l'année, on retrouve le café décaféiné soluble Brim; les sacs pour cuisson au four et mélanges à sauce Roast'n Boast; les mélanges à cocktails After Five; le Tang à saveur de limonade; les cristaux de saveur Sun-Up améliorés en sachets et les Mini-Puddings Jell-O.

BP-Canada Limitée

BP Canada Limitée annonce que son revenu net consolidé du semestre terminé le 30 juin 1972 s'élève à \$8.872.000 ou 51 cents par action. Sur une base de comparaison, le revenu net du trimestre terminé le 30 juin 1971 avait été de \$6.650.000 ou 38 cents par action.

Le revenu consolidé, avant des crédits d'impôts sur le revenu, au montant de \$1.700.000, s'établit à \$7.172.000 ou 41 cents par action pour le semestre terminé le 30 juin 1972 au regard d'un revenu consoli-

dé, avant crédits d'impôts sur le revenu de \$1.100.000, de \$5.500.000 ou 32 cents par action pour le semestre terminé le 30 juin 1971.

Le revenu brut consolidé provenant des ventes et services effectués au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 1972 s'élève à \$139.146.000 une hausse de 12 pour cent sur les chiffres de la même période en 1971.

Canadien Pacifique

Montréal — Le total des bénéfices de Canadien Pacifique Limitée et de ses filiales pour le premier semestre de 1972 s'est chiffré à \$38.9 millions, ou 51 cents par action ordinaire, avant les revenus exceptionnels, ce qui représente une augmentation de \$8.1 millions, ou 10 cents par action ordinaire, comparativement au premier semestre de 1971.

Après les dépenses exceptionnelles, les bénéfices s'élevaient à \$38.8 millions, soit une hausse de \$5.5 millions ou sept cents par action ordinaire. Les revenus exceptionnels en 1972 comprennent la quote-part au gain réalisé sur la vente de titres et la perte sur la vente d'une propriété par une filiale.

On prévoit que la hausse des bénéfices du Canadien Pacifique en 1972 sera supérieure à l'augmentation de 10 pour cent prévue pour le produit national brut du Canada.

Les bénéfices nets du chemin de fer, totalisant \$22.8 millions, représentent une augmentation de \$5.1 millions sur le premier semestre de 1971.

Les revenus du service marchandises révèlent une hausse de \$29.6 millions, ou 10 pour cent, pour le premier semestre de 1972.

Les revenus divers et la quote-part dans les bénéfices non répartis des filiales ont connu une hausse de \$3.0 millions. Les recettes de CP Télécommunications, Soo Line Railroad et Canadian Pacific Investments Limited ont été sensiblement meilleures. Les exploitations de camionnage se sont aussi améliorées de même que le transport maritime, sans compter Canadian Pacific (Bermuda) Limited qui a connu des bénéfices provenant d'affrètements occasionnels, durant le premier semestre de 1971.

Le revenu net consolidé de Canadian Pacific Investments pour le premier semestre de 1972 s'est élevé à \$21.6 millions, ce qui représente une augmentation de \$3.7 millions comparativement au premier semestre de 1971. Les gains les plus

(Suite de la page 15)

Vous ne cherchez pas à vendre une Chevrolet au prix fort. On vous l'achète.

L'un des principaux soucis de l'acheteur de flotte est de trouver celui qui rachètera ses voitures.

Ce "racheteur", vous le trouverez la plupart du temps à la recherche de la voiture d'occasion qui fut la voiture neuve la plus vendue... la Chevrolet.

Rien d'étonnant à cela, car Chevrolet vend plus de véhicules neufs que tout autre constructeur: plus de 3,000,000 de voitures et camions l'an dernier, en Amérique du Nord. Nous pouvons d'ailleurs prédire que nos Chevrolet 1973, avec leurs améliorations et leur valeur avantageuse, conserveront leur suprématie, tout comme la valeur de revente élevée qui a toujours caractérisé les voitures de la marque.

Aussi, lorsqu'il sera temps de rééquiper votre flotte, cherchez les Chevrolet, car vous pouvez être sûr qu'au moment où vous devrez les revendre, beaucoup de gens les rechercheront.



La Chevrolet. Pour la valeur de revente, c'est le modèle.



Boucler ceinture et baudrier, l'idée de votre vie.

Les directeurs régionaux du service des flottes sont toujours à votre disposition.

Montreal
M. J.H. Smith
5,000 route
transcanadienne
Pointe-Claire, 730 (Qué.)
514-697-9160

Ottawa
M. K.E. Morgenroth
875 Belfast Road
Ottawa
K1G0Z4
613-237-5051

Moncton
M. E.A. Grant
653 St. George Street
Moncton, N.B.
506-854-1500

Toronto
M. G.G. Gosling
1200 Eglinton Ave. E.
Don Mills, Ont.
416-446-5000

London
M. R.M. Johnston
Box 5412
Terminal "A"
London 12, Ont.
519-455-2400

Winnipeg
M. F.S. Avery
1345 Redwood Avenue
Winnipeg 14, Man.
204-582-2371

Regina
M. D.G. Fowler
581 Park Street
Regina, Sask.
306-543-2224

Calgary
M. F. Wilson
4220 Blackfoot Trail
Box 2510
Calgary 2, Alta.
403-243-4621

Vancouver
M. M.M. Hay
900 Terminal Avenue
Vancouver 4, B.C.
604-684-9444

Résultats financiers

Résultats des sociétés

- ventes ou revenus -

nom de la compagnie	exercice	71 \$,000	72 \$,000	71 revenus net \$,000	71 par action	70 revenus net \$,000	70 par action
Alberta Natural Gas	6m June 30	8,500.0	6,700.0	980.0	.82	833.0	.70
Alcan Aluminium (U.S.)	6m June 30	761,100.0	713,300.0	33,300.0	.97	32,500.0	.95
Algoma Central Railway	6m June 30	11,200.0	10,200.0	913.2	.28	971.6	.30
Asbestos Corp.	6m June 30	21,072.0	23,620.8	796.3	.28	2,098.7	.73
B.P. Canada	6m June 30	139,146.0	122,000.0	7,200.0	.41	5,500.0	.32
B.P. Oil & Gas	6m June 30	12,295.0	11,380.0	4,432.0	.16	3,787.0	.14
Barber-ellis of Canada	6m June 30	17,382.6	15,138.0	554.0	1.21	370.9	.81
Beaver Engineering	6m June 30	4,187.1	3,493.0	163.0	.27	130.3	.22
Bow Valley Industries	Yr May 31	48,200.0	40,200.0	1,000.0*	.09	622.5*	.01
Bralorne Resources	6m June 30	9,669.0	812.0	705.0	.15	24.0	.01
Brinco	6m June 30	1,749.0	1,641.0	118.0(1)	...	657.0(1)*	...
Canada Tungsten	6m June 30	...	...	131.4	.03	695.2	.14
Cdn. Breweries	Yr June 30	...	...	8,630.0*	.30	8,541.0*	.29
Cdn. Cannery	Yr May 31	64,078.0	58,582.0	1,263.0	.90	809.0	.58
Cdn. Hydrocarbons	6m June 30	51,343.0	50,150.0	2,437.0	.43	2,253.0	.39
Cdn. International Power	6m June 30	32,821.6	29,544.4	7,263.4	1.80	6,438.4	1.64
Cdn. Marconi	3m June 30	18,441.0	11,641.0	638.0	.11	402.0	...
Cdn. Pacific	6m June 30	346,254.0	316,415.0	38,895.0*	.51	30,822.0*	.41
Cdn. Reserve Oil	6m June 30	3,400.0	3,000.0	1,000.0	.11	682.0	.07
Cdn. Tire Corp.	6m June 30	140,157.8	110,532.2	7,214.9*	.66	5,218.8*	.48
C & C Yachts	9m June 30	15,700.0	3,900.0	408.2	.43	142.0	.15
Carma Developers	6m June 30	2,837.8	...	230.2	.18	...	...
Capital Dynamics	6m June 30	4.4	14.2	15.0(1)	...	1.0(1)	...
Chemalloy Minerals	6m June 30	1,230.1	1,274.9	386.9(1)	...	605.4(1)*	...
Consolidated-Bathurst	6m June 30	163,440.0	163,543.0	2,320.0	.12	1,392.0(1)	...
Consolidated Ramblers Mines	6m June 30	2,700.0	1,500.0	671.5	.22	143.5(1)	...
Consolidated West Petroleum	6m June 30	336.0	326.0	95.0	.07	82.0	.06
Crows Nest Industries	6m June 30	...	...	937.2*	1.26	178.2	.24
Dome Petroleum	6m June 30	25,998.0	21,879.0	5,724.0	.56	5,403.0	.53
Dominion Citrus & Drugs	6m June 30	17,347.4	14,261.6	298.9	.35	245.3	.29
Dominion Stores	13w June 17	266,765.0	229,390.0	1,480.0	.18	1,931.0	.23
Donohue Co.	6m June 30	2,906.0	2,244.1	569.2*	.21	266.6	.04
Dynasty Explorations	6m June 30	...	...	2,440.7	.82	933.3	.31
East Malartic Mines	6m June 30	1,800.0	1,300.0	41.9*	...	5.3*	...
FPE-Pioneer Electric	6m June 30	28,315.9	28,145.2	1,260.8	1.15	1,159.2	1.10
Fields Stores	6m June 30	16,490.1	11,929.9	859.8	.38	602.8	.27
First Maritime Mining	6m June 30	157.8	1,500.0	176.9(1)	...	1,400.0(1)	...
GDN Management	6m June 30	607.7	699.9	142.8	.13	165.1	.15
General Bakeries	3m July 1	9,467.9	9,536.3	509.0(1)	...	72.7	.10
Grafton Group	6m July 31	24,174.9	19,974.8	952.1	.51	706.0	.38
Granby Mining	9m June 30	12,900.0	12,800.0	1,500.0	1.03	1,400.0*	1.00
Granite Copper	9m June 30	8,661.0	8,058.0	1,721.0	.52	1,769.0	.53
Great Britain & Canada Inv.	6m June 30	...	...	293.9	.07	...	...
Great West Steel Industries	6m June 30	12,700.0	8,400.0	324.0*	.19	247.0	.15
Greyhound Computer of Canada	6m June 30	2,427.2	2,385.5	340.8	.08	306.1*	.08
Greyhound Lines of Canada	6m June 30	27,891.9	23,259.2	2,600.0*	.56	1,900.0*	.41
Hallnor Mines	6m June 30	...	...	12.2	.01	242.4*	.12
Harris, J. & Sons	6m June 30	5,700.0	6,300.0	64.2	.07	43.5	.05
Home Oil	6m June 30	18,730.0	16,296.0	2,644.0*	.36	2,430.0	.34
Husky Oil	6m June 30	90,44.0	85,747.0	4,029.0*	.39	3,547.0	.34
Indal Canada	6m June 30	26,410.6	15,373.5	714.9	.53	198.6	.16
Inland Chemicals	6m June 30	1,200.0	915.9	165.3	.47	112.2	.31
International Mogul Mines	6m June 30	6,500.0	5,900.0	1,484.0*	.62	1,069.0*	.54
International Tel & Tel (U.S.)	6m June 30	3,991,256.0	3,433,643.0	215,116.0*	1.74	192,057.0*	1.58
Island Telephone	6m June 30	2,569.0	2,289.1	373.3	.62	321.1	.52
Kilemb Copper Cobalt	6m June 30	7,400.0	7,100.0	169.0(1)	...	23.0	.01
Laurentide Financial	6m June 30	...	...	2,290.5	.57	1,970.9	.50
Little Long Lac Mines	6m June 30	148.9	150.8	19.0*	...	18.5*	...
Loblaws Companies (U.S.)	52w Apr. 1	2,590,000.0	2,580,000.0	4,308.0*	.29	2,412.0*	.12
MICC Investments	6m June 30	1,700.0	780.0	566.0	.49	288.1*	.28
Malartic Gold Fields	6m June 30	276.8	322.7	42.3*	...	103.8*	...
Maritime Electric	6m June 30	3,900.0	3,100.0	541.0	1.75	384.0	1.23
Mattagami Lake Mines	6m June 30	19,828.0	20,824.0	4,363.0	.66	2,833.0	.43
Milton Real Estate	6m June 30	3,214.3	1,890.1	395.9	.19	181.0	.09
Monarch Life Assurance	6m June 30	137,627.0	62,659.0	6,042.0	12.08	5,621.0	...
Na-Churs (U.S.)	9m June 30	12,332.1	11,549.8	1,109.4	.77	1,173.0	.77
Newfoundland Light & Power	6m June 30	12,600.0	11,100.0	2,100.0	.80	1,800.0	.68
Nordair	6m June 30	11,063.0	7,244.0	368.0*	.20	204.0	.12
Northern & Central Gas	6m June 30	117,400.0	104,100.0	11,900.0	.80	12,800.0	.86
Northgate Exploration	6m June 30	13,414.0	11,727.0	1,801.0	.30	548.0	.09
Nu-West Development Corp.	6m June 30	21,100.0	16,500.0	617.2	.36	432.0	.26
Numac Oil & Gas	6m June 30	...	...	1,228.7	.29	654.2	.16
Ontario Trust	6m June 30	4,400.0	3,500.0	275.9	.18	84.8*	.06
Orchard Mines	6m June 30	6,300.0	5,800.0	1,300.0	.21	979.0	.16
PanCan Industries	6m June 30	12,813.0	10,371.0	711.0	.22	446.0	.14
Pato Consolidated Gold	6m June 30	2,305.0	2,073.9	586.8	.17	794.7	.23
Pembina Pipe Lines	6m June 30	6,700.0	6,800.0	1,500.0	.16	1,600.0	.17
Pennington's Stores	28w July 1	4,796.0	4,068.0	413.0	.41	232.0	.32
Pennzoil Co. (U.S.)	6m June 30	401,202.0	377,223.0	31,307.0	.96	30,914.0	.95
Power Corp of Cda.	6m June 30	...	...	8,567.0	.57	3,493.0	.13
Preston Mines	6m June 30	...	...	3,200.0	.40	2,200.0	.28
Ranger Oil - Cda.	6m June 30	1,206.0	969.0	654.0	.16	405.0	.11
Reeves MacDonald Mines	6m June 30	1,300.0	1,500.0	342.0(1)	...	114.0(1)	...
Revelstoke Companies	6m June 30	16,300.0	11,400.0	104.1	.07	379.4(1)*	...
Rio Algom Mines	6m June 30	92,820.0	85,810.0	7,582.0	.59	5,129.0	.39
Rothman's of Pall Mall Cda.	Yr June 30	248,928.0	223,384.0	13,604.0*	3.10	10,918.0*	1.23
Sangamo Co.	6m June 30	5,672.0	4,829.0	445.0*	2.45	269.0*	1.48
Scurry - Rainbow Oil	9m June 30	6,277.0	6,275.0	467.0	.18	781.0	.30
Shaw Pipe Industries	6m June 30	8,596.1	7,405.0	565.7	.27	467.7*	.22
Sifton Properties	6m June 30	5,100.0	2,632.1	249.7	.18	193.7	.14
Silknet	6m June 30	7,884.2	7,605.4	202.8	.96	264.7	1.25
Spar Aerospace	6m June 30	7,285.1	5,620.4	289.8*	.23	87.9*	.07
Tonecraft	6m June 30	6,100.0	5,300.0	379.7	.81	303.7	.65
Toromont Industrial Holdings	9m June 30	11,280.0	11,978.0	171.0*	.03	66.0*	.01
Toronto Star	6m June 30	58,966.0	41,987.0	3,780.0	1.57	3,206.0	1.34
United Asbestos (U.S.)	6m June 30	...	...	827.8	.17	943.0	.19
United Canso Oil & Gas	9m June 30	2,396.7	2,396.7	421.1	.07	177.1*	.02
Upper Canada Mines	9m June 30	2,700.0	6,600.0	176.5*	.03	233.3	.04
Velcro Industries	9m July 31	9,800.0	8,900.0	2,100.0	.56	1,800.0	.48
Victoria & Grey Trust	9m July 31	...	...	3,750.0*	1.28	2,390.0*	.78
Wajax	6m June 30	23,994.0	13,819.0	720.6	.56	414.0	.37
Western Broadcasting	3m June 30	2,761.6	1,738.1	657.6	.18	394.3	.09
Western Decalta	6m June 30	3,800.0	3,300.0	1,067.0	.13	754.0	.11
Westfair Foods	24w June 17	111,100.0	108,500.0	1,049.0	...	1,017.0	...
Willroy Mines	6m June 30	5,658.8	3,608.3	737.2*	.10	177.1*	.02
Wilshire Oil (U.S.)	6m June 30	6,373.0	5,179.0	561.9	.10	303.0	.06
Wix Corp	6m June 30	3,400.0	2,900.0	192.2	.27	166.0	...
Work's	6m June 30	6,182.6	4,382.1	108.6	.15	86.5	.12
Wright-Hargreaves Mines	...	70.0	715.5	45.7(1)*	...	52.8*	...

Marchés commerciaux

Vendredi, le 18 août 1972

Métaux:	Sem. cour.	Sem. préc.	Chicago: le blé à terme	Sem. cour.	Sem. préc.
cuivre (NY) (lb)	37 1/2	38	Sept.	1.26 1/2-1.27	1.27 1/2
plomb (NY) (lb)	50 1/2-1/4	50 1/2-1/4	Dec.	1.27-1.26 1/2	1.27 1/2
zinc (NY) (lb)	15 1/2-16	15 1/2-16	Mar. '73	1.31 1/2	1.32 1/2
étain (NY) (lb)	18	18	May	1.34 1/2	1.35 1/2
or (NY) (oz)	178 1/2	177 1/2	July	1.36 1/2	1.37 1/2
argent (NY) (oz)	66.20-66.75	66.40			
Silver (oz)	1.821	1.784			
Winnipeg: grains			soja à terme		
lin à terme			Aug.	3.63 1/2-3.64	3.63 1/2-3.64 1/2
Oct.	3.07	3.05 1/2	Sept.	3.46 1/2-3.47	3.49 1/2-3.50
Nov.	3.03 1/2	3.01 1/2	Nov.	3.31 1/2-3.30 1/2	3.34 1/2-3.35
Dec.	2.95	2.94	Jan. '73	3.35 1/2-3.35	3.37 1/2-3.38 1/2
May '73	3.04 1/2	3.04	Mar.	3.39 1/2	3.42 1/2-3.43
			May	3.43	3.45 1/2-3.46
			July	3.44 1/2-3.45	3.46 1/2-3.47
colza à terme			Chicago: bœuf à terme		
Sept.	2.50	2.54	Aug.	35.05-15	36.12-10
Nov.	2.51 1/2	2.54 1/2	Oct.	33.05-33.00	33.50-47
Jan. '73	2.52 1/2	2.54 1/2-3/4	Dec.	33.30-27	33.60-55
Mar.	2.52 1/2	2.53 1/2	Feb. '73	34.02-07	34.60-55
			April	34.02	34.47-55
Chicago: le blé à terme			June	34.17	34.62
Sept.	1.81 1/2-3/4	1.81 1/2	Aug.	34.02	34.55
Dec.	1.88-1.88 1/2	1.87-1.87 1/2			
Mar. '73	1.92 1/2-3/4	1.91-1.91 1/2			
May	1.90 1/2-3/4	1.89 1/2-3/4			

Dividendes déclarés

nom de la compagnie	montant payable	rappel du dividende précédent
Border Chemical (sa)	.10	Sept. 29
Cda. Packers	.16	Oct. 2
Cdn. Breweries	.10	Oct. 1
Cdn. Breweries \$2.20 'A' pfd.	.55	Oct. 1
Cdn. Breweries \$2.65 'B' pfd.	.66 1/2	Oct. 1
Calgary Power	.25	Oct. 2
Calgary Power 5% pfd.	1.25	Oct. 2
Calgary Power 5.40% pfd.	1.35	Oct. 2
Crown Zellerbach Cda. 'A'	.25	Sept. 26
D.R.G. 'A' & 'B'	.08	Nov. 1
Dale-Ross Holdings	.06	Sept. 15
Dale-Ross 6% 'A' pfd.	.15	Sept. 15
Dehold (Cda.) 6 1/4 'B' pfd.	1.56 1/2	Sept. 1
Dominion Stores	.18	Sept. 15
Financial Collection Agencies	.03	Sept. 29
Ford of Cda.	.50	Sept. 15
Four Seasons Hotels 6% 'A'	.15	Sept. 1
Frehauf of Cda. (sa)	.60*	Sept. 8
General Trust of Cda.	.26	Oct. 15
Grafton-Fraser 6% pfd.	.30	Sept. 15
Grafton Group	.07 1/2	Sept. 15
Great Northern Capital Corp.	.05	Oct. 1
Greyhound Lines of Cda.	.15	Oct. 2
Gulf Oil Cda.	.15	Oct. 2
Hayes-Dana	.11	Sept. 30
Hughes-Owens Co. 'B' pfd.	.15	Oct. 16
Hughes-Owens 6.4% pfd.	.40	Oct. 1
Imperial Oil	.15	Sept. 29
Indal Canada	.07 1/2	Sept. 1
International Paper Co. (U.S.)	.37 1/2	Sept. 15

Avis boursiers

FRACTIONNEMENT D'ACTIONS PROPOSÉ

Dominion Textile Co. Ltd.: La Bourse de Montréal a été avisée de ce qu'il sera demandé aux actionnaires de la Compagnie d'approuver un fractionnement d'actions à raison de trois (3) actions nouvelles pour une (1) ancienne, lors de l'assemblée générale extraordinaire qui sera tenue le 18 octobre 1972 en même temps que l'assemblée générale annuelle.

COMPTES RENDUS DE FAITS ESSENTIELS

Mistango River Mines Limited: La Compagnie a déposé un compte rendu de faits essentiels afin de faire connaître une convention d'option et de souscription avec Bouchard & Co. Ltd., souscripteur agissant pour son propre compte, par laquelle Bouchard s'est porté acquéreur de 200,000 actions au prix unitaire de 10¢ payables immédiatement. En vertu de cette convention, il a aussi été accordé à Bouchard une option d'achat sur 200,000 actions supplémentaires à 15¢ par action, pouvant être exercée dans les trois mois qui suivent. Les sommes provenant de l'émission serviront à mettre en oeuvre les recommandations de l'ingénieur relativement aux propriétés de la Compagnie à Millstream River. L'ingénieur a recommandé des dépenses d'un montant total de \$75,000. Les actions de la Compagnie seront considérées en cours de distribution primaire en Ontario et au Québec.

North American Rare Metals Ltd.: La Compagnie a déposé un compte rendu de faits essentiels afin de faire connaître une convention d'option et de souscription, datée du 4 juillet 1972, avec Bouchard & Co. Ltd., souscripteur agissant pour son propre compte, par laquelle Bouchard s'est porté acquéreur de 200,000 actions à 15¢ par action, payables immédiatement. En vertu de cette convention, et il a aussi été accordé

AVIS

A.I.S. Resources Limited: - M. T.P. Clarke, vice-président exécutif de la Compagnie a fait la déclaration suivante à la Bourse Canadienne: "Je ne connais pas de facteurs défavorables dans les affaires de la Compagnie qui puissent expliquer la récente baisse de cours."

Le travail se poursuit sur les forages de gaz de Portreeve et jusqu'ici huit puits ont été forés dont sept ont révélé du gaz, le dernier étant resté sec.

Récemment la Compagnie a déposé un compte rendu de faits essentiels à la Bourse Canadienne

mettant ainsi à jour les affaires de la Compagnie pour l'année dernière."

INSCRIPTION

SUPPLÉMENTAIRE
Central Dynamics Ltd.: 70,000 actions ordinaires sans valeur au pair ont été rajoutées à la cote de la Bourse de Montréal. Cette souscription supplémentaire couvre les actions à émettre par voie de placement privé à 18 souscripteurs au prix de \$1.00 par action, en plus d'un montant de \$140,000 en débetures garanties convertibles 10%, chaque montant de \$1,000 en débeture peut être converti en 1,000 ac-

tions ordinaires de la Compagnie jusqu'au 28 juin 1974; puis en 666 actions ordinaires jusqu'au 30 juin 1977; puis en 500 actions jusqu'au 30 juin 1980. En ce qui concerne la bourse les actions n'ont été achetées qu'à des fins de placement et non en vue d'une revente ou d'une distribution. Le produit du placement privé (\$210,000) servira à financer les opérations et à acheter un équipement important.

N.B. Une demande d'inscription portant sur les actions réservées aux fins de conversion des débetures a été acceptée en 1970.

Résultats boursiers de la semaine

Tableaux publiés en collaboration avec Financial Times of Canada

Industrielles

Bourses de Toronto, Montréal et Canadienne

Rendement		Rapport		—71-72—		Titre	Dividendes		70 ou		Profits		Dernière semaine				Vent
%		prix- benefice		Haut	Bas		Payés 70	Taux indiqué	annuel	Dernier résultat interim	annuel		Haut	Bas	Ferm	Changt net	
A																	
7.2	55.3	10 1/2	7	Abitibi P		05	0	Dec	19	June 6m	11	10 1/2	9 1/2	10 1/2	+	3/4	767
	36.7	11 1/4	8	Acklands		3.75	3.75	Nov	30	May 6m	50	11	10 1/4	11	+	1/4	111
6.5	15	11	11	"pfd		1.50	1.50	Nov	30	May 6m	50	11	10 1/4	11	+	1/4	111
2.2	16.8	17 1/2	11 1/2	Acres				Dec	1.02	Mar 3m	32	17 1/2	16 1/2	17 1/2	+	1/2	155
8.0	46 1/2	41	38	"A pfd		3.60	3.60	Dec	3.16	June 6m	78	46 1/2	44 1/2	44 1/2	+	1	152
	17.5	24 1/2	18	Admiral				Dec	97	June 6m	78	16	17			x	
	15	7 1/2	5	AGFBpfd		26	21 n	Nov	21	May 6m	19	5 1/4	5 1/4	5 1/4	+	1/4	15
	20.4	7 1/2	4	Agra Ind				Nov	30	May 6m	19	12 1/2	12 1/2	12 1/2	+	1/4	15
2.7	23.3	61 1/2	51 1/2	Alta Gas		1.50	1.68	Dec	2.63	June 6m	144	61 1/4	58 1/2	61 1/4	+	2 1/4	252
3.2	16 1/2	14 1/2	13	"pfd		4.75	4.75	Dec	6.24	June 6m	144	75	74	75	+	2	232
5.1	13.3	24	19 1/2	Alta N Gas		1.00	1.00	Dec	1.48	June 6m	82	20	19 1/4	19 1/4	+	1/4	29
5.1	11.2	11 1/4	8 1/2	Algoma Cen		40	50	Dec	87	June 6m	28	9 1/4	9 1/4	9 1/4	+	1/4	79
3.5	13.0	15 1/4	13	Algoma Sll		50	50	Dec	1.11	June 6m	59	15 1/4	14 1/4	14 1/4	+	1/4	79
12.8	6	4.20	6	Algonquin				Dec	39	June 6m	13	5 1/4	5	5	+	1/4	6
		5 1/4	4	"pfd				Dec	39	June 6m	13	4.75	5 1/4	5 1/4	+	1/4	6
3.4	13.3	23 1/2	17 1/2	Alcan Alum		1.00	1.00	Dec	75	June 6m	97	23 1/4	21 1/2	23 1/4	+	1 1/4	1837
6.5	135.0	7 1/4	4.90	Allarco Dev		1.00	1.00	Dec	23.61	June 6m	97	26 1/4	25	26 1/4	+	1 1/4	74
5.0	19	16 1/2	14	AlumCpfd		1.00	1.00	Oct	05	Apr 6m	48	19	20	19	+	1/4	43
6.3	38 1/2	34 1/2	32	"2nd pfd		2.25	2.25	Dec	18.18	June 6m	48	36	35 1/4	35 1/4	+	1/4	x
29.2	7 1/2	3	3	Alliance				Dec	14	June 6m	48	7 1/4	6 1/4	6 1/4	+	1/4	192
	9	7	7	"pfd		70	70	Dec	11.70	June 6m	48	48	40	40	+	02	135
6	13.5	51	51	Ambassador		30	30 p	Mar	03 d	June 6m	1.43	49	50			x	
	19.3	1.90	80	Am-Metro		3.50	3.50	Dec	4.36	June 6m	02	1.50	1.35	1.35	+	10	23
	17.6	4.25	AndresWine		36	36	72Mar	1.48	07	June 6m	20	26 1/2	25 1/2	26	+	3/4	47
6.0	19.4	6	5.55	Ang C Pulp		1.13	1.13	Dec	7.29	June 6m	20	14 1/4	14 1/4	14 1/4	+	1/4	28
7.9	31 1/2	28 1/2	28 1/2	AngCT 4.5		2.25	2.25	Dec	7.29	June 6m	20	29 1/4	29 1/4	29 1/4	+	1/2	1
7.7	39	33 1/2	32 1/2	AngCT 6.5		2.65	2.65	Dec	7.29	June 6m	20	33 1/2	33 1/2	33 1/2	+	1/2	2
7.6	41 1/2	36 1/2	35 1/2	AngCT 9.0		2.90	2.90	Dec	7.29	June 6m	20	39	38	39	+	1	2
7.6	46	40	38 1/2	AngCT 15		3.15	3.15	Dec	7.29	June 6m	20	41 1/4	41 1/4	41 1/4	+	1 1/4	x
	17.2	16	13 1/2	AngPMH		5.50	5.50	Dec	90	June 6m	20	14	15 1/2			x	
7.2	79 1/2	75	75	AngCT 25		5.50	5.50	Dec	72Mar	5.54	73	73	73	73	73	73	1
	80	73	73	AngCT 35		5.25	5.25	Dec	72Mar	5.54	73	73	73	73	73	73	1
		6	2.50	Aquablaster				Dec	72Jan	14	14	14	14	14	14	14	1190
5	32.9	28 1/2	28 1/2	Argus C		15	15	Dec	85	June 6m	48	28	27 1/2	28	+	3/4	437
1.8	34.7	17	13 1/4	Argus C		60	30	Nov	49	May 6m	22	17	16	17	+	1 1/4	6
2.2	13 1/4	9	9	Argus C pfd		60	30	Nov	49	May 6m	22	13 1/4	13 1/4	13 1/4	+	1 1/4	487
7.4	35	32 1/2	32 1/2	"2.50 pfd		2.50	2.50	Nov	3.57	May 6m	3.33	34	33 1/2	34	+	1 1/4	1
7.2	36	33 1/2	33 1/2	"2.60 pfd		2.60	2.60	Nov	3.57	May 6m	3.33	33 1/2	33 1/2	33 1/2	+	1 1/4	1
7.3	37	34 1/2	34 1/2	"B2.70 pfd		2.70	2.70	Nov	3.57	May 6m	3.33	37	36 1/2	37	+	1 1/2	2
3.2	8	7	7	Asbestos		100	60	Dec	2.12	June 6m	28	21 1/2	18	18 1/2	+	3	577
3.9	21.1	27 1/2	25	Atlant Ind		1.20	1.20	Dec	1.46	Sept 1m	1.84	27 1/2	25	25	+	1 1/2	577
	8.3	14 1/4	8 1/2	Atco				Dec	72Mar	64	13	13 1/4	13 1/4	13 1/4	+	1 1/2	25
	21.2	2.25	1.55	Astral				Dec	20	Mar 3m	02	1.75	1.65	1.65	+	15	27
3.3	16.1	69	47 1/2	ATI Rich		2.00	2.00	Dec	3.73	June 6m	1.39	69	68			x	
6.2	9	8 1/2	8 1/2	ATI Sugar		50	40	Dec	3.73	June 6m	1.39	58	56	56	+	6 1/2	123
	2.00	2.25	1.15	ATI Wch				Dec	28	June 6m	1.39	1.55	1.40	1.55	+	05	29
8.0	17	15	15	"A		1.20	1.20	Dec	9.47	June 6m	1.39	15 1/2	15	15	+	1 1/2	2
	16.1	16 1/2	16 1/2	"pfd		1.20	1.20	Dec	9.47	June 6m	1.39	16 1/2	16 1/2	16 1/2	+	1 1/2	2
2.8	16.9	9	5 1/2	AutoElec		19	20	Dec	43	Mar 3m	02	7 1/2	7 1/4	7 1/4	+	4	x
1.9	13.4	12 1/2	7 1/4	Auto Hard		24	24	Dec	92	Mar 3m	30	12 1/2	11	12 1/2	+	3 1/4	145
	12.7	20	18 1/2	Avco				Nov	94	June 6m	72	16	17			x	
						3.20	3.20	Nov	7.35	June 6m	72	16	17			x	

Les Affaires, lundi 21 août 1972

Avis boursiers

Flint Rock Mines Limited: La Bourse Canadienne a été avisée de ce que Flint Rock Mines Limited, a jalonné au coût, 10 concessions minières dans le canton de Barlow dans le nord du Québec.

CHANGEMENT DANS L'INSCRIPTION

Simpsons-Sears Limited: En vertu de lettres patentes supplémentaires datées du 13 avril 1972, le capital autorisé de la Compagnie a été porté de 3,300,000 à 3,600,000 actions classe "A" sans valeur au

pair, par la création de 300,000 nouvelles actions classe "A" sans valeur au pair.

FRACTIONNEMENT D'ACTIONS PROPOSÉ

C.A. Pitts Engineering Construction Ltd.: La Bourse de Montréal a été avisée de ce que la Compagnie se propose de modifier son capital-actions. Il sera demandé aux actionnaires, lors de l'assemblée générale convoquée pour le 14 septembre 1972, d'approuver un fractionnement des actions à raison de deux (2) actions nouvelles pour une (1) action ancienne. Lors de cette

même assemblée, il sera demandé également aux actionnaires d'approuver une reclassification des actions ordinaires de la Compagnie en deux classes d'actions ayant droit à un dividende égal, l'une de ces deux classes d'actions portant dividende de la façon habituelle et l'autre sur laquelle les dividendes seront distribués impôts payés. Les actions nouvelles seront entièrement convertibles (une pour une) en tout temps. Ces résolutions ont été approuvées le 14 août 1972 par le Conseil d'administration de Pitts.

AVIS

John Labatt Ltd.: La Bourse de

Montréal a été avisée de ce que John Labatt Ltd. et Casabello Wines Ltd. Penticton (C.B.) ont approuvé une proposition de Labatt d'acheter toutes les actions de Casabello en circulation. Une offre officielle d'achat portant sur ces actions sera envoyée prochainement aux actionnaires de Casabello.

THE FAIRVIEW CORPORATION OF CANADA LIMITED

9,376,800 actions ordinaires sans valeur au pair, dont 9,176,800 sont émises et en circulation et 200,000 réservées aux fins d'émission ont été admises à la cote de la Bourse

de Montréal, le lundi 14 août 1972 à l'ouverture.

Symbole au téléscripteur: "F R-V"

Classification: Industrielle

Siège social: Suite 3300, Toronto Dominion Bank Tower, Toronto Dominion Centre, Toronto (Ontario).

Incorporation: La Compagnie a été légalement constituée en vertu de lettres patentes datées du 9 décembre 1959, conformément à la Loi du Canada sur les compagnies. Par la suite, des lettres patentes supplémentaires lui ont permis de modifier son capital.

Historique et nature de l'entreprise: - La Compagnie est une société immobilière qui, par l'intermédiaire de ses filiales et de ses compagnies affiliées, exerce son activité dans le placement immobilier ainsi que dans le développement et l'administration des biens immobiliers au Canada. La principale filiale de la Compagnie est "The Fairview Corporation Limited (FCL), filiale en toute propriété issue de la réorganisation de certaines filiales en toute propriété de 1967 à 1969 à la suite de laquelle toutes les propriétés détenues par ces filiales sont devenues le bien de FCL. FCL fournit ainsi des services de planification, de développement et de finance aux filiales de la Compagnie, aux compagnies affiliées et autres.

La Compagnie a des intérêts, dans des centres commerciaux, des édifices à bureaux achevés ou presque ainsi que dans d'autres propriétés occupant une surface de location d'environ 10.7 millions de pieds carrés. Ces propriétés comprennent 13 centres commerciaux dans 5 provinces avec une surface à louer totale d'environ 4.7 millions de pieds carrés et 10 édifices bureaux avec une surface à louer.

Les charges....

(Suite de la page 3)

de métro les efforts de promotion sont inexistantes et les allées souvent désertes.

Depuis 1968, les "frais d'opération" ont augmenté pour l'ensemble du centre de \$277,932 soit de 30%! Cette augmentation spectaculaire a de quoi surprendre d'autant que les factures ont été adressées dans un laps de temps relativement réduit: En décembre dernier, une première facture concernant les taxes de 1970 et les "frais d'opération" de 1969, en avril une seconde facture pour les "frais d'opération" de 1970 et les taxes de 1971, en juillet enfin une troisième facture pour les "frais d'opération" de l'année écoulée.

La location du centre commercial avait été on s'en souvient assez laborieuse. Trois boutiques faute d'intéressés sont gérées par la compagnie propriétaire. Dans quelques mois plusieurs baux viennent à terme. Seront-ils renouvelés? La situation n'est guère encourageante et les marchands concernés hésitent.

Au taux de croissance actuel les charges auront tôt fait de "manger" leur commerce.

Canadien Pacifique...

(Suite de la page 11)

importants ont été enregistrés dans les exploitations forestière et immobilière de même que dans les recettes de Cominco Ltée. Cominco a bénéficié de prix améliorés et d'un volume accru de ses ventes de plomb et de zinc.

Le dividende semi-annuel par action ordinaire de Canadien Pacifique Limitée était de 32 cents par action, soit le même que l'an dernier. De ce chiffre, 16 cents provenaient d'un dividende reçu de Canadien Pacific Investments.

Rapport			RENDEMENTS			SEMAINE EN COURS				
Rendement	1972	1971	Dividendes	6 mois ou	6 mois ou	haute	baux	ture	liens	vent.
%	taux	haut	payés ind.	années fin.	années				100s	
		bas	1970	1971	interim.					
1.7		41 15 131/2	"Ap'd L. Lail-Lec Lakeland w/	70 70	Aug 9.09			41 381/2 131/2	4 31/2	21
		420 3	L. Lail-Lec	40 40	Dec 81			2	5	x
12.3	12.3	20 30	L. Ont Cem		Dec 30	June68	3.75	3.55	3.70	- 05
7.5	9.5	20 15/2	Lambert	1.50 1.50	Dec 2.10			19	20	67
37	21.8	141/4	9 Laura Sec	45 45	72Apr 55			121/4	11 1/2	- 1
19.6	11.3	15 91/4	Laurentide	30 125	Dec 4.28	June68	57	141/4	14 1/4	- 15
17.9	16 1/2	14 6/25	14 6/25 p'd	1.25 1.25	Dec 4.28			16 1/4	16 1/4	- 1/2
7.8	17 1/2	16 1/2	"125	1.25 1.25	Dec 4.28			16 1/4	16	11
7.4	191/4	181/4	"14	1.40 1.40	Dec 4.28			19	19	+ 1/4
16.3	25	28 251/2	"200	2.00 2.00	Dec 28			26 1/2	25 1/2	+ 1/4
5.6	7	8	La Ver drier	1.00 1.00	Dec 27			15 1/4	14 1/4	- 1/2
5.7	17.5	17 1/2	Lawson's A	1.80 1.20	72Apr 1.20			18 1/2	21	x
2.0	17.1	100 68	"B	3.00 2.00	72Apr 5.85			73	100	x
		10 4.90	Leigh Inst		June 33.25	Mar69	19	9 1/4	8	- 1/2
		50	Lemtex		June 16			50	50	+ 15
	23.9	16 1/4	61/4 Leon's		Dec 66	June68	26	15 1/4	15 1/4	- 1/4
	21.6	18 13 1/4	17 1/4 Ley Ind		70Dec 07	Sept69	03d	15 1/4	15 1/4	- 1/4
		7 1/4	A p'd	36	18 1/2	70Dec 2.82		6 1/4	5 1/4	- 1/4
6.3		9 7 1/4	Life Inv	30	50 Oct 1.00	Apr69	01	7 1/4	7 1/4	- 3
		1.95	"wts					1 98	1	+ 05
1.8	14.8	17 12 1/4	Lincoln Tr	10 30	Oct 1.10	Apr69	57	11 1/4	16 1/4	- 2
2.1	14.0	11 1/4	Livingston	22 24	72Apr 8.3			11 1/4	10 1/2	+ 1 1/4
7.7		40 37	"p'd	300 3.00	Apr 13.61			37 1/4	39	x
		4.80	"wts					7 1/2	6 1/4	+ 1/4
5.5	23.7	8 5 1/4	LoblawCos A	3.88 3.88	72Mar 29			6 1/4	6 1/4	- 1/4
5.6	23.3	8 5 1/4	"B	3.88 3.88	72Mar 29			6 1/4	6 1/4	- 1/4
5.2	18.3	11 5 98	Loblaw Gr	6.00 6.00	Apr53 6.25	Jan40	6.64	100	115	x
7.1		23 20	"Bp'd	1.60 1.60	Apr53 5.43			22	22 1/2	x
7.3		22 1/2	"Alstp'd	1.50 1.50	Apr53 5.43			20 1/2	20 1/2	- 9
7.5		75 65	"2ndp'd	6.00 6.00	Apr53 6.25	Oct28w	2.51	80	80	x
6.2	7.7	8 7 1/4	Loblawind	40 40	72Apr 84			6 1/2	6 1/4	+ 1/4
		70 70	Lochaber	08 12	Dec 18			4.30	4.20	+ 05
2.8	28.3	4.60 33.00	Loeb	18 12	72Jan 15	May48	11	4.30	4.20	+ 05
1.5	8.8	13 1/2 8 1/2	Logistec	10 15	Dec 1.14	Mar49	49d	46	46	x
1.5		10 10	"10	1.00 1.00	Dec 1.65	June68	85	44	46	x

Le gouvernement...

(Suite de la page 3)

velles obligations 7% échéant le 1er juillet 1977 s'ajoutent aux \$300

La S.D.I...

(Suite de la page 1)

tels que le Centre de Recherche industrielle. Un comité de ce style, précise le ministre, assurera simplement des échanges hebdomadaires entre le nouveau Pdg de la S.D.I. et ses principaux interlocuteurs gouvernementaux. Dans le cas du Centre de Recherche Industrielle, il m'apparaît souhaitable, conclut M. Saint-Pierre, que la concertation avec la S.D.I. soit systématisée.

Interrogé sur l'impulsion qu'il entend donner à la S.D.I. M. Lucien Saulnier, a déclaré qu'il venait à peine de prendre connaissance de quelques dossiers et d'entamer l'analyse des objectifs du gouvernement. Le nouveau président a toutefois exprimé, par une image, ce qui pourrait être sa philosophie concernant la société, dont l'ancien exécutif, a-t-il dit, a "pavé une route large sur laquelle il convient maintenant de faire passer des poids lourds et légers en tenant compte des feux verts et des feux rouges". C'est, semble-t-il le dosage savant de ces panneaux de signalisation qui pourrait permettre à la S.D.I. d'atteindre l'objectif — "extrêmement ambitieux" — au dire même de M. Saulnier — que la loi a assigné à la société: modifier les structures économiques du Québec.

La S.D.I. peut-elle vraiment remplir cette mission? le président démissionnaire, M. Gérard Plourde en doute quoiqu'il considère la société comme "un outil excellent". Ce n'est pas essentiellement d'argent que la majorité des entreprises ont besoin estime M. Plourde qui croit en la nécessité pour l'industrie canadienne française d'oeuvrer dans des secteurs où d'autres ne pourraient suivre facilement. "Il faudrait, dit-il créer un souci de l'excellence qui pourrait attirer des investisseurs". En somme la S.D.I. manquera d'âme en quelque sorte. M. Lucien Saulnier qui a justement reçu pour mandat d'"animer" la société semble ne rien vouloir ménager de ses efforts pour réaliser ses objectifs, fut-ce en sacrifiant le poste dont l'avait chargé le ministre du Travail, M. Jean Coutu, il y a quelques semaines.

Le premier document que M. Saulnier trouvera sur son bureau sera le rapport annuel de la S.D.I. On peut y lire que 93 entreprises ayant investi près de \$50.000.000 ont bénéficié d'une aide globale de \$15.817.025 en dix mois. Les deux tiers de l'aide accordée — près de dix millions — ont permis à 24 entreprises d'effectuer des investissements globaux de \$36.000.000 qui leur permettront de fabriquer des produits nouveaux, et d'adopter une technologie moderne. Sur ce nombre, 19 entreprises ont bénéficié de prêts à taux d'intérêt réduit, 5 de prise en charge d'une partie des frais d'emprunt et une seule de l'achat, par la S.D.I., d'une partie du capital-actions. Le rapport annuel précise en outre que la S.D.I. a collaboré à deux projets de fusion ou de regroupement.

Le reste des clients de la S.D.I. ont été de petites et moyennes entreprises qui ne pouvaient obtenir autrement, à des taux et conditions raisonnables, un financement adéquat.

Au 31 mars dernier, la S.D.I. avait réalisé un revenu net de \$1.981.947 tandis que le solde des prêts à recevoir s'élevait à \$31.704.824.

millions de obligations 7% échéant le 1er juillet 1977 et datées du 1er juillet 1972.

Le montant total de l'émission sera de \$425 millions avec un jeu maximum de 10% en plus ou en moins. Le montant exact en sera déterminé par le ministre des Finances au moment des attributions. Du montant total de l'émission, la Banque du Canada convient d'acquiescer un minimum de \$200 millions, à affecter à n'importe quelle échéance.

Le produit de l'offre servira au

remboursement de \$454.687.200 d'obligations 4 1/2% du Gouvernement du Canada échéant le 1er septembre 1972.

Le Canada...

(Suite de la page 6)

ment estime qu'il existe des raisons importantes et légitimes justifiant sa participation directe à la recherche. Parmi ces raisons légitimes, le ministre a cité entre autres le maintien de la Sécurité nationale, l'absence de possibilités industrielles appropriées à un projet et la protec-

tion du public (études sur les narcotiques, la qualité alimentaire, la sécurité du trafic aérien etc...)

Développement...

(Suite de la page 3)

récents mois, notamment quant à la juridiction exclusive sur la cablo-distribution.

Le gouvernement du Québec pourra présider au développement cohérent du réseau de radiodiffusion éducative dans le cadre législatif qu'établiront les projets de loi 35, 36 et 37, dès qu'ils seront adoptés par l'assemblée nationale.

Le ministère des communications pourra des lors, de concert avec les ministères intéressés, désigner les organismes habilités à oeuvrer dans ce secteur. Il pourra même, au besoin, créer des stations de radiodiffusion éducative. Dès que ces organismes auront été accrédités par le gouvernement du Québec, il leur appartiendra d'obtenir une licence du C.R.T.C. leur donnant le droit d'opérer sur une gamme de fréquences.

Le Québec aura donc en main, les outils nécessaires lui permettant d'exercer sa juridiction et de juger de la conformité du contenu de la

Rapport Rende-ment Béné. %										REVENEMENTS 6 mois ou dernières années										SEMAINE EN COURS										Rapport Rende-ment Béné. %										REVENEMENTS 6 mois ou dernières années										SEMAINE EN COURS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
haut bas										Titres										haut bas										Titres										haut bas										Titres										haut bas										Titres										haut bas										Titres										haut bas										Titres																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										1970 1971										1972										19									

programmation avec la définition de la radiodiffusion éducative préparée et approuvée par la conférence des ministres de l'éducation en 1969, et reprise par la directive d'Ottawa émise il y a quelques semaines.

Fiefs commerciaux...

(Suite de la page 2)

les stages intensifs de formation des nouveaux concessionnaires à la maison-mère de Winnipeg.

La société désire créer dans un proche avenir sa propre compagnie d'assurance automobile; elle entend aussi propager l'image de la société Host par un programme complet d'accessoires pour les vacanciers allant de la roulotte au livre à colorier pour les enfants.

Baie James...

(Suite de la page 2)

nagement hydroélectrique du territoire. C'est Francon, limitée qui a ob-

tenu le plus important contrat à ce jour. S'élevant à \$16,219,307.40, ce contrat couvre la construction de la section rivière Nékopastik/LG-2, d'une longueur de 32 milles, de la route permanente de Fort-George à la Centrale LG-2. Cette centrale sera le premier aménagement hydroélectrique du territoire.

Le second contrat en importance, au montant de \$14,493,124., couvre la construction de la section Fort-George/rievière Nékopastik de la même route. Cette section est d'une longueur de 42 milles. Le contrat a été accordé à Les Constructions du

Saint-Laurent, limitée.

Les Entreprises Kiewit, Itée ont obtenu le troisième plus important contrat, d'un montant de \$12,238,379. Ce contrat couvre la construction de la section Waswanipi-Muskeg de la route permanente de Matagami à la rivière Rupert.

Les autres contrats relatifs à l'infrastructure ont été accordés à Désourdy Construction, Limitée, Simard-Beaudry, inc., Bot Construction (Canada) Ltd., Simard-Denis, inc., Société d'Entreprises Générales, Itée, Lamothe Québec, inc., Gauthier Entreprise, Itée, Standard Structural Steel Ltd. et les dévelop-

pements du Nord-Est, Ltée.

Avant la fin d'octobre prochain, la SDBJ accordera les contrats pour la construction de la section nord de la route permanente de la rivière Rupert à la rivière La Grande. Une fois complétée, cette section de 200 milles portera à 375 milles la longueur de la route principale de Matagami à la rivière La Grande.

La construction de la section sud de cette route sera assez avancée en novembre prochain pour permettre la circulation à vitesse modérée de véhicules lourds. Toutefois, entre la rivière Rupert et la rivière La Grande, on devra circuler sur la route d'hiver. Un contrat sera également pour l'entretien de cette dernière.

Les travaux d'aménagement portuaire de Fort-George seront complétés à la fin de ce mois. Le transport de l'équipement lourd pourra alors être effectué par voie d'eau.

Le parachèvement de la piste d'atterrissage de Matagami, d'une longueur de 6.000 pieds, se poursuivra à l'automne, à la suite de l'adjudication du contrat de pavage.

La Société de développement de la Baie James a confié des études d'ingénierie et autres aux firmes suivantes: Société d'ingénierie Shawinigan, Itée, Rousseau, Sauv. Warren et Associés, Sores, inc., le Royal Institute for the Advancement of Learning, Surveyer, Nenniger, Chenevert, inc., Régis Trudeau et Associés, Major et Martin, inc., Caron, Dufour, Séguin et Associés (Cingex), Lea Benoit et Associés, Kates, Peat, Marwick and Co., Beauchemin Beaton, Lapointe et Sylvestre, Lapointe, DeBlois.

Les pommes...

(Suite de la page 2)

se soumet aux stricts règlements, des dispositions seront prises pour permettre l'entrée des pommes canadiennes.

Les premiers pas vers cet objectif furent faits l'été dernier, lors de la visite au Japon d'une équipe de chercheurs du gouvernement canadien et d'agents commerciaux. Durant la mission ministérielle de janvier, Monsieur Pepin et son secrétaire parlementaire, Bruce Howard, qui représente une des plus grandes régions productrices de pommes du Canada, ont soulevé la question avec le Ministre japonais de l'Agriculture, Monsieur Akagi. Au printemps, des données scientifiques additionnelles résultant de tests et de soins qui permettent d'éviter le danger que les pyrales ne se transmettent par les pommes canadiennes, ont été remises aux spécialistes japonais de la santé des plantes et des animaux, qui visitaient Ottawa et la station de recherche de Summerland en Colombie-Britannique.

"L'accès du marché de la pomme au Japon est une des priorités de mon Ministère, a dit Monsieur Pepin. Bien qu'il reste beaucoup de travail à accomplir avant d'atteindre nos objectifs, ces échanges préliminaires sont encourageants".

Augmentation...

(Suite de la page 1)

Ces estimations des intentions d'investissement sont tirées d'enquêtes menées par Statistique Canada auprès d'établissements commerciaux, d'institutions et d'administrations publiques. L'enquête menée en mai et juin, la dernière en date, a servi à mettre à jour les intentions pour l'année en cours exprimées lors de l'enquête de janvier 1972.

D'après les derniers renseignements, on constate que la construc-

Vancouver

Vendredi, le 18 août 1972

Industriels	Ventes 100's	haut bas	ferme-variation	1972	haut bas
Alcan	12700	2236 22	2336 +2	2336	18
All Can b	5800	335 310	20 -20	340	115
All Can a	6500	400 325	400 +55	375	125
Alm Col	10250	350 340	340 -5	345	125
Alm Par	400	360 360	360	360	725
BALCO	3100	4124 1134	1234 -5	1234	812
Bnk Bc	826	425 234	234 -22	234	212
B. Montil	500	5216 2116	2116 -18	2116	18
Block	1200	335 330	335 -5	330	295
BC F pr	50	441 41	41 -40	40	40
BC Pak B	1800	445 445	445	445	19
BC Sugar	400	523 2113	23 +113	23	1512
BC sup p	100	5152 1512	1512	1512	1512
BCT & pf	23	81 81	81	81	1512
BC Turf	1800	445 445	445	445	19
Burr Mtg	1130	335 335	335	335	200
C Allied	500	548 814	814 -1/2	814	712
CLM	10900	428 27	27	27	712
C Brew	100	5734 734	734	734	712
C Jvin	6400	1010 10	10	10	612
C P	2500	516 16	16	16	612
Canterra	18900	85 70	80 -10	70	230
Cap Int	7550	400 370	370 -10	370	370
CL Brew	625	350 320	320	320	320
Compust C	3700	50 55	57 +3	57	165
Conk Bear	3400	360 335	335 -25	375	220
Cor Int	37675	250 230	245 +10	250	165
Cor Cr p	1500	220 215	215 -5	220	180
Crstwd	250	520 204	204	204	1712
Crown J	63700	5174 1614	1614	1614	1614
Dawson	1900	170 150	170	170	130
Delta Pr A	6880	340 325	335 +5	375	230
Dman pr	100	556 56	56	56	40
Dman pr	1850	5142 1314	14 +1514	14	1514
Domion	700	516 1616	1616	1616	1514
Dunhill Dev	320	170 165	165 -5	205	160
EDP Ind	4600	52 50	50	50	130
Farview	300	414 14	14	14	14
F Trst	100	285 285	285	285	190
Field	100	518 18	18	18	1314
Finning	2600	522 212	212 +1	2714	1214
Flt Cst	650	5114 11	11	11	1214
Four Seas	22550	900 825	900 +37	900	235
G. Land	4475	92 91	91	91	125
G. P. Ind	100	5734 734	734	734	145
Gregory Ind	3900	245 230	230	230	300
Grouse	3100	235 220	220 -5	270	185
Hobrough	400	5374 37	37	37	475
Hys Cda	1325	335 320	320	320	480
Imp Marine	500	335 335	335	335	370
Wood	5050	415 400	415 +15	425	310
I Hydro	2600	125 115	115 -10	320	110
Int Land	365	5614 56	56	56	70
Intlpr	14250	28 25	25	25	70
Intl Visu	15500	85 75	75 -10	370	75
Ionarc	6500	175 160	165 -15	350	130
Kaiser	2500	330 320	320	320	200
K. Dyong	300	150 150	150	150	200
Key Ind	13300	74 68	74 +3	74	23
Keyfstr	600	380 380	380	380	425
Lancor	700	150 150	150	150	230
Leidite	5200	514 14	14	14	1014
M. B	1450	528 274	28	28	2314
M. B. Modit	2700	5174 174	174 +1/2	174	1214
Massey	2130	285 275	275	275	300
Melton	20100	40 30	35	35	125
Mercuria	100	225 220	220	220	290
N. Nur	500	535 5	5	5	414
Neonex	500	535 5	5	5	414
Noranda	600	5384 384	384 +1/4	3914	3414
NW. Sprts	950	535 5	5	5	414
NWFE	107	107 255	305	305	220
OK Helic	760	513 1234	13	13	612
Ok. Helic	900	5514 514	514	514	514
Pace	11200	110 92	92 -17	130	74
Pac Ent	850	150 150	150	150	165
PNG Gas	710	360 325	325 -20	405	325
PNG pr	100	52214 2214	2214	2214	14
PWA	595	514 14	14	14	1314
PWA pr A	1625	546 444	444 +324	444	324
Portcom	21900	90 84	85	85	150
Potter	710	514 14	14	14	1314
Pwr Cst	200	513 13	13	13	514
Q Bdrct	100	5734 734	734	734	914
Redhill	300	57	57	57	414
Reed Shaw	500	5114 1114	1114	1114	12
Reid Lth	110	51214 1214	1214 +1/2	1214	13
Sargola	500	500 495	495	495	512
O. Spring	3010	310 290	290 -25	310	2614
Steel	640	535 35	35	35	2614
Stnfrn	300	435 435	435	435	500
Sun A	850	445 45	4714	48	3514
Sun B	200	544 44	44	44	46
Thermo Pac	102400	260 120	155 -95	395	120
Tokar	8750	200 190	190 +15	275	155
Tris Amer	680	67 59	60	60	100
Tr. Glass	2310	510 510	510 -114	510	510
W. Redek	3900	250 250	250	250	325
Ward	19280	290 270	290 +30	295	130
Web Knop	1000	45 45	45	45	1614
Welding	600	514 14	14 +3	14	1134
W. Brody	800	516 1616	1616	1616	1314
W. Reed	36100	57 67	67	67	1914
Wst. In	166	180 180	180	180	200
Whon A	550	5174 17	17	17	1314
Widord	500	5294 294	294	294	30
Wosks	100	5914 914	914	914	714

New York

Vendredi, le 18 août 1972

Industriels	Ventes 100's	haut bas	ferme-variation	1972	haut bas
Admiral	17	1616 1616	1616 +1	27	1514
Alcoa	5534	5214 5414	5414 -1/2	5614	3814
Allied Chemical	3014	2914 3014	3014	3014	27
Allis Chalmers	1314	1214 1214	1214 +1/2	1514	11
Amerasia Hess	51	4714 5014	5014 +3/4	5414	4014
American Airlines	3314	2814 2814	2814 -414	4914	2714
American Can	3314	3214 3214	3214	3214	3614
American Cyanamid	34	3514 3614	3614 +1/4	4014	3014
American Electric Power	2814	2614 2714	2714 +1/2	3114	2514
American Tel & Tel	1014	914 914	914	914	4714
Anacosta	4814	1714 1814	1814 +1/2	2114	1514
Atlantic Richfield	6114	58 6014	6014 +2/3	73	4714
Avon Products	1214	1214 1214	1214	1214	94
Bausch & Lomb	4214	36 36	36	36	5314
Bell Howell	7214	70 70	70 -214	7314	5514
Boeing	2414	2214 2214	2214	2214	2014
Bois Cascade	1214	1114 1114	1114	1114	1314
Braniff Airways	1614	1414 1514	1514 +1/2	2014	1314
Bristol Myers	7114	68 6814	6814 -314	7314	5514
Budd Auto	1000	45 45	45	45	1914
Bulova	1514	1414 1414	1414	1414	1314
Burroughs	22614	21514 218	218 -614	22614	146
C. B. S.	63	61 61	61	61	4514
Caterpillar	6314	6114 6314	6314 +1/2	6714	4614
Chesapeake	4014	3814 3814	3814	3814	28
Chase Manhattan	6314	6114 6314	6314 +1/2	6714	4614
Chrysler Corp	4014	3814 3814	3814	3814	28
Cities Service	14514	14314 14514	14514	14514	11214
Coca Cola	8314	7514 7514	7514	7514	2714
Colgate Palmolive	7314	6514 67	67 -614	7514	5714
Columbia Gas	5714	5314 5414	5414 +214	5714	52
Combustion Engineer	7314	6514 67	67 -614	7514	5714
Comsat	5714	5314 5414	5414 +214	5714	52
Consolidated Edison	25	2414 2414	2414	2414	24
Continental Air	2214	2014 2114	2114 -114	2814	19

ferme-variation 1972					
haut bas		ture lions		haut bas	
31 1/2	32 1/4	- 3/4	34 1/4	27	Minnesota Mining
29	32 3/4	+ 3/8	33 1/8	25 1/2	National Cash
71	74 1/4	+ 4	77 1/4	71 1/2	Northwest Airlines
21	24 1/4	+ 1/8	24 1/8	16	Norton Simon
42 1/4	45	- 3/4	59 1/4	13 1/4	Occidental Petroleum
95 1/4	96 1/2	+ 1	97 1/4	78	Olin Corp.
17 1/2	18 1/2	+ 1/4	18 1/4	14 1/2	Pan American
24	25 1/4	- 1/2	31 1/8	21 1/2	Penn. Central
134 1/2	135 1/2	- 3/4	142	93 1/4	Pepsi Cola
17 1/8	18 1/4	+ 3/8	20	16 1/8	Pet Inc.
17 1/2	17 3/4	+ 1/4	18 1/4	17 1/2	Shell Oil Morris
21 1/2	21 3/4	+ 1/8	27	20 1/8	Polaroid
67	68	+ 3/8	69 1/4	63 1/8	Procter & Gamble
64	65 1/4	- 3/4	77	41	RCA
8	8 1/4	- 1/8	8 1/2	8	Rawlston
27 1/2	28 1/4	+ 1/4	34 1/8	22 1/8	Republic Steel
66 3/4	67 1/4	- 1/4	70 1/8	58 1/4	Reynolds Metals
24 1/4	25 1/8	+ 1/8	36 3/4	23 1/2	Sears Roebuck
55 1/4	56 1/4	+ 1/4	57 1/4	28 1/8	Shell Oil Ohio
74 1/4	76	- 2 1/8	84 1/4	71 1/4	Singer
27 1/2	27 1/2	- 1 1/8	33	20 1/8	Southern Pacific
76 1/4	80	+ 3/4	87 1/4	38 1/4	Sperry Rand
27 1/2	53 1/2	+ 3/4	83 1/4	38 1/4	Standard Brands
26	26 1/4	+ 1/4	31 1/8	23 1/8	Standard Oil Calif.
29 1/2	30 1/4	+ 1/8	33 1/2	26 1/8	Standard Oil Ind.
17 1/2	17 1/8	+ 1/4	23 1/4	16 1/4	Standard Oil New
24 1/2	24 1/2	+ 1/4	25 1/2	22	Standard Oil Ohio
37 1/8	37 1/4	+ 1 1/4	44 1/4	28	Sun Oil
157 1/2	158	- 12 1/4	170 1/4	127 1/2	Swift
41 1/2	41 1/2	+ 1 1/4	42 1/4	33 1/4	Texaco
32 1/4	32 1/4	+ 2 1/4	35 1/4	26 1/4	Trans World Lines
31 1/8	32 1/4	+ 3/8	35 1/2	29 1/4	Union Carbide
30 1/4	31 1/2	- 1 1/4	64 1/2	48 1/4	United Air Lines
30 1/4	31 1/2	- 1 1/4	19 1/8	15 1/8	United Aircraft
24 1/4	25 1/4	+ 3/8	28	23	U. S. Steel
21	24	+ 2 1/4	29 1/8	20 1/4	U. S. Tobacco
44 1/4	45 1/4	- 1 1/8	52 1/4	39 1/4	Western Air Lines
5 1/4	5 1/8	- 1/8	12 1/4	5 1/4	Western Union
11 1/4	12 1/8	+ 1/8	16 1/8	10 1/4	Westinghouse
10 1/4	10 1/4	- 1/8	25	10	Woolworth
14 1/4	14 1/4	+ 1 1/8	21 1/4	14	Yorco
60 1/4	66 1/4	+ 5 3/8	68 1/2	42 1/8	Zenith

Augmentation...

(Suite de la page 17)

tion neuve a progressé de 1% supplémentaire; s'établissant donc à un niveau supérieur de 5% à celui de 1971. On estime actuellement que le total pour 1972 sera de 13,767 millions de dollars alors qu'on avait à l'origine prévu 13,685 millions pour 1971. L'estimation de la construction résidentielle, précédemment établie à 4,274 millions de dollars pour 1972 a légèrement augmenté; pour sa part, la construction non résidentielle passe à 9,493 millions de dollars, ce qui représente 1% de plus que les intentions de 9,431 millions de dollars antérieurement publiées pour 1972. Si ce nouveau total pour la construction non résidentielle est atteint, cela portera l'augmentation par rapport à 1971 à 3%, l'augmentation prévue pour 1972 dans la construction résidentielle étant de 9% par rapport au niveau de l'année dernière.

On prévoit également que les achats de machines et de matériel neufs passeront à 7,384 millions de dollars, soit 4% de plus que les 7,075 millions de dollars précédemment prévus pour 1972. Si le programme se réalise intégralement, il s'agira là d'un gain de plus de 11% par rapport aux 6,674 millions de dollars de 1971.

La révision des projets de dépenses pour 1972 a principalement touché le secteur des entreprises. On prévoit désormais que les dépenses, avec 12,557 millions de dollars, atteindront un niveau supérieur de 3% à l'estimation précédente pour 1972 et de 7% supérieur au total préliminaire de 1971. Dans ce domaine, on enregistre des augmentations substantielles dans le secteur manufacturier, les services publics et dans le groupe commerce, finances et services commerciaux. L'augmentation de 5% depuis l'estimation précédente pour 1972 dans le secteur manufacturier a transformé la diminution prévue en un gain de 2% par rapport aux chiffres préliminaires de 1971. Au début de 1972, on prévoyait une diminution de 2%. La remise à jour par rapport à janvier des projets d'investissement en constructions neuves, en machines et en matériel a été importante chez les producteurs d'aliments et boissons, de produits chimiques, de produits en caoutchouc et de produits minéraux non métalliques. Au milieu de l'année, les estimations des raffineries de pétrole ont été réduites de 22 millions de dollars. Des changements moins importants ont été enregistrés dans les autres industries manufacturières.

Les intentions d'investissement en équipement social n'ont pas varié par rapport à ce qui a été publié au début de l'année. Le programme de logement devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,274 millions de dollars, au lieu des 4,254 millions prévus au début de 1972. Dans le domaine des institutions, les prévisions ont augmenté de 2% depuis le début de l'année, principalement du fait de dépenses supplémentaires au titre des écoles. Dans le cas des administrations publiques, il y a diminution de 2% par rapport aux prévisions antérieures et augmentation de 8% comparativement à 1971.

Au Québec, les estimations ont augmenté à la mi-année à cause de la révision des intentions d'investissement. Le nouveau total de 4,655 millions de dollars est de 4% supérieur aux 4,456 millions prévus en début d'année. On note une augmentation de 51 millions de dollars dans les industries manufacturières par suite de l'augmentation des prévisions pour les aliments et boissons, les produits en papier et certaines autres branches d'activité. Les services publics se

sont sensiblement raffermis; les gains des industries primaires, du commerce, des finances et des services commerciaux de même que des institutions et des administrations publiques ont été moindres. Une diminution dans le secteur du logement est venu contrebalancer ces gains.

En Ontario, une faible augmentation a fait passer les prévisions antérieures pour 1972 (7,756 millions de dollars) à 7,764 millions. Les industries manufacturières n'ont pas varié car les diminutions enregistrées surtout pour la première transformation des métaux ont contreba-

lancé quelques légères augmentations dans le reste du groupe. Les industries primaires, les services publics, les institutions et les administrations publiques se sont légèrement repliés, mais les prévisions pour les édifices commerciaux et le logement ont encore augmenté au cours de cette année.

A quelques exceptions près, les prévisions ont augmenté dans toutes les provinces des Prairies à la mi-année. Les prévisions de dépense dans les industries manufacturières et dans le groupe commerce, finances et services commerciaux ont augmenté surtout en Alberta, et

l'on enregistre un accroissement général des services publics et du logement dans toute la région, sauf en Saskatchewan où l'on constate une diminution dans le secteur du logement comparativement aux estimations antérieures. Sur le plan régional, le total des institutions et des administrations publiques a diminué.

En Colombie-Britannique et dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, les intentions de dépense des industries manufacturières, des services publics, des institutions et des administrations publiques ont augmenté, mais les prévi-

sions des industries primaires, du groupe commerce, finances et services commerciaux et du secteur de l'habitation ont diminué par rapport aux estimations antérieures pour 1972. L'une des raisons de ces diminutions est le réajustement de certains programmes des mines.

Le Québec...

(Suite de la page 1)

tion de 5, 10 et même 15% intervenant dans 1, 2 ou 3 ans. A ce moment, tout dépend des conditions dans lesquelles l'emprunt est négocié, des modalités d'intérêt avanta-

MINES & PETROLES

Toronto & Canadienne

COTES À LA FERMETURE Vendredi, le 18 août 1972

Mines

Prix en cent sauf indication contraire

Ventes 100's haut bas ferme-variation 1972

A

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	
Abitibi	29	24	35	40	27	

B

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33
Baker	44	45	43	105	-1	33

C

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110
Cabot	139	110	105	105	-5	110

D

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21
Dasson	85	9	7	7	-2	21

E

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10
Eaton	10	10	10	10	0	10

F

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36
Falcon	57	33	32	32	1/2	36

G

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7
Gale	10	9	9	9	0	7

H

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210
Hall	25	180	100	100	-75	210

I

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10
Ilex	10	10	10	10	0	10

J

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16
James	10	16	16	16	0	16

K

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10
Kerr	10	10	10	10	0	10

L

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44
Lac	22	43	42	43	0	44

M

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6
Mine	118	4	3	4	1/2	6

N

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38
Nat	160	20	18	18	-1	38

O

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	1972
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450
O'Brien	55	405	395	400	0	450

P

Ventes	100's	haut	bas	ferme-	variation	19
--------	-------	------	-----	--------	-----------	----

geuses pouvant rendre l'emprunt intéressant même si le yen subit une nouvelle réévaluation. "C'est le bas niveau des intérêts qui justifie le risque, et la situation est la même que lors d'un emprunt en Deutsch-Marks. On a ainsi obtenu un emprunt en DM à 6%, pour une échéance de 11 ans, plus avantageux qu'un emprunt de 8%, placé par l'Ontario sur le marché canadien avec un terme de 8 ans".

L'Ontario a d'ailleurs toutes les chances de devenir la deuxième province à emprunter sur le marché japonais, à la suite d'un voyage au Japon du ministre ontarien des finances. Le Japon cherche à ouvrir actuellement son marché financier

aux institutions étrangères afin de réduire directement les pressions qui ont cours sur sa monnaie. Selon M. Garneau, le Japon ne tient aucunement à accepter une nouvelle réévaluation.

C'est par l'entremise de "The Nomura Securities Co Ltd.", une des plus importantes maisons de courtage au Japon et au monde, que le Québec entend négocier son emprunt.

Ottawa...

(Suite de la page 1)

contenu des programmes devraient être établis en consultation avec les provinces et approuvés par celles-

ci, compte-tenu de leurs priorités respectives".

Lors de leur conférence, quelques jours plus tôt à Halifax, les Premiers ministres des provinces avaient également émis le vœu que ces programmes fédéraux soient connus au plus vite et que les autorités provinciales participent à leur élaboration.

En dépit d'un échec apparent auquel pourrait faire croire la mineur des résultats obtenus à cette conférence des ministres des Affaires municipales, le concept d'une plus grande collaboration fédérale-provinciale sort renforcé de cette réunion d'Halifax.

M. Massé...

(Suite de la page 5)

tres de transformation viables et dont les retombées économiques soient maximales pour le Québec, la population locale, et l'économie canadienne.

Le problème "exporter la ressource en rapatriant les effets de croissance" qui se pose à tout pays neuf possédant un important secteur primaire, est particulièrement grave dans les conditions du Nouveau-Québec, et il ne peut être résolu que par une politique de mise en valeur simultanée des sites, des régions, de l'énergie, des ressources minérales, le développement de technologie révolutionnaire, bref, l'invention d'un nouveau modèle de développement adapté aux conditions nordiques.

Un certain chevauchement d'administration

Deux gouvernements sont actuellement présent au Nouveau-Québec, celui du Canada et celui du Québec.

Le gouvernement fédéral a commencé à s'occuper de la population esquimaude du Nouveau-Québec en 1930, alors que la famine sévissait. L'action tutélaire du Fédéral a continué jusqu'à nos jours, avec un certain chevauchement d'administrations entre les deux gouvernements.

En 1962, le gouvernement provincial a créé la Direction générale du Nouveau-Québec, avec deux objectifs:

-prise en charge, après négocia-

tion avec le Fédéral, des services publics relevant des juridictions provinciales.

-intégration graduelle des habitants du Nouveau-Québec à la communauté socio-économique du Québec méridional.

La Direction générale du Nouveau-Québec remplit donc une mission interministérielle, visant à assurer l'efficacité minimale indispensable à l'intervention des divers ministères dans ces territoires éloignés. Son action couvre, en ce mo-

ment, une dizaine de domaines.

La survie d'une population est à ce prix. Beaucoup contestent les résultats des efforts fédéraux et québécois au Nouveau-Québec, parce que, dans l'immédiat, cette administration coûte cher, et que, au contact de la culture occidentale, les traditions locales semblent voler en éclats. Aucun effort de planification ne pouvait empêcher un tel résultat, à moins d'ériger autour du Nouveau-Québec une muraille de Chine."

CARRIERES ET PROFESSIONS



GOVERNEMENT
DU QUÉBEC

RÉGIE DE
L'ASSURANCE-MALADIE
DU QUÉBEC

RESPONSABLE DE LA VÉRIFICATION INTERNE

RESPONSABILITÉS:

- Vérifier si les politiques et les procédures opérationnelles sont conformes aux lois qui les régissent.
- S'assurer que les systèmes administratifs renferment les mécanismes efficaces de contrôle interne.
- Déterminer si les opérations se déroulent selon les procédures établies.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Détenir un diplôme universitaire en sciences commerciales.
- Être membre en règle de l'une des trois (3) associations professionnelles suivantes: C.A., R.I.A. ou C.G.A.
- Posséder environ cinq (5) années d'expérience en comptabilité, en vérification interne et/ou en analyse des systèmes dans les entreprises de service ou de production.

LIEU DE TRAVAIL:

Québec

TRAITEMENT:

Jusqu'à \$16,000, selon les qualifications et l'expérience du candidat.

Les demandes d'emploi et les curriculum vitae sont confidentiels.

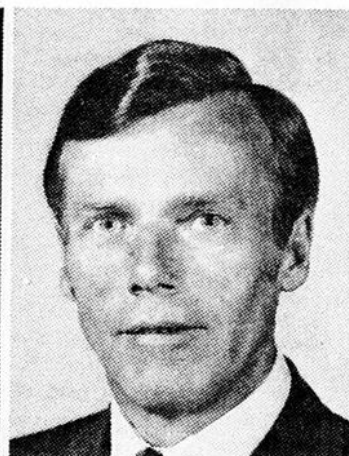
Prière de les faire parvenir à:

Direction du Personnel
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Case postale 6600
QUÉBEC 2 (Québec).

NOMINATIONS À LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC



M. Maurice Brizard



M. Robert Fréchette

Le président du conseil d'administration, M. Jacques Desmeules, c.a., a le plaisir de faire part des récentes nominations de messieurs Maurice Brizard et Robert Fréchette M.Sc.C., au conseil d'administration de la Société.

M. Maurice Brizard est présentement membre du conseil d'administration de Bovril (Canada) Limitée, en plus d'être vice-président administratif et directeur général de cette compagnie.

Pour sa part, M. Robert Fréchette est président de Développement Jaro Inc., et directeur-général de Bourget, Bourget & Fréchette.

La Société des alcools est administrée par un conseil de sept membres et a pour fonction le commerce des boissons alcooliques au Québec. La Société a succédé en juillet 1971 à la Régie des alcools du Québec, lors de l'adoption de la loi no 47, et une réorganisation complète des structures administratives est en voie de réalisation. En plus de vendre à environ 5,000 détenteurs de permis, elle opère actuellement 245 magasins de détail au Québec.

CARTES D'AFFAIRES



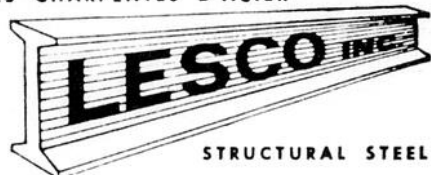
andré vilder /
patrick danan:

décoration d'intérieur
planification de magasins
agencement de bureaux
graphisme maquettes

1405 rue Peel, suite 211
Montréal Tél.: 842-6345

designers industriels

LES CHARPENTES D'ACIER



10715, rue Jear-Meunier • Montréal-Nord • Tél.: 325-1220

TOUCHE ROSS & CIE

COMPTABLES
AGRÉÉS

Sydney, Halifax, Saint John, Québec
Montréal, Ottawa, Toronto, Hamilton
Kitchener, London, Windsor, Winnipeg
Regina, Saskatoon, North Battleford
Calgary, Edmonton, New Westminster
Burnaby, Vancouver, Victoria

Bermuda, Nassau et Freeport
Bahamas, Grand Cayman



MAJOR & MARTIN INC.

CONSEILLERS EN DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

FINANCEMENT INDUSTRIEL

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE MARCHÉ

MONTRÉAL: 1440 ouest, rue Ste-Catherine (514) 866-3088

QUÉBEC: 580 est, Grande-Allée (418) 522-8775

LOCATION

d'autos ou camions



Pourquoi ne pas
consulter des
spécialistes?

Individuelle ou flotte • Mois ou à l'année



10,200 ST-LAURENT • MONTRÉAL • TÉL: 384-4000

SAMSON
BELAIR
RIDDELL
STEAD

conseillers en administration

QUÉBEC • MONTRÉAL • OTTAWA • TORONTO • VANCOUVER

membre Association Canadienne des Conseillers en Administration
membre MTM Association



COURTIERS D'ASSURANCES AGRÉÉS

BRUNELLE, TRUDEL & MONETTE INC.

1395 EST, RUE FLEURY, MONTRÉAL 359, QUÉBEC / TEL. 384-7950



Jean Béliveau

Dominion Textile Limitée annonce la nomination de Jean Béliveau à son conseil d'administration. Monsieur Béliveau est présentement vice-président et directeur des relations du Club de Hockey Canadien Inc. Il est aussi administrateur d'autres compagnies canadiennes incluant la Canadian Arena Company, Blue Bonnets Raceway Inc., et Laiterie Laval Ltée. Il consacre également beaucoup de son temps à un certain nombre d'organisations sociales et charitables.

De nouvelles...

(Suite de la page 1)

Le Canada consomme annuellement un peu plus de 4 millions de tonnes de sel: 2.2 millions sont répandues sur les routes du pays; les industries chimiques et pétrochimiques se partagent 1.8 million; 90.000 livres sont utilisées par les pêcheries et 65.000 livres par les industries de pâtes et papiers. A lui seul, le Québec - dont la production est inexistante - absorbe 1.5 million de tonnes par an!

La découverte de ce gisement est rappelée le consécutif à un accord intervenu le 14 juillet dernier entre la Société québécoise d'exploration minière et un groupe d'hommes d'affaires du Québec. Aux termes de cet accord, SOQUEM se réserve le droit d'acquiescer un intérêt de 40% dans la propriété minière. La répartition des intérêts dans une compagnie d'exploitation serait la suivante: 53% à des intérêts privés québécois; 40% à la SOQUEM; 5% à la Société A. Janin Ltée.

L'industrie...

(Suite de la page 3)

pement touristique, d'être bien renseignés et d'utiliser au mieux l'aide fédérale dans ce domaine:

- * d'une aide financière fédérale aux provinces pour qu'elles puissent élaborer, à brève échéance, des plans provinciaux et régionaux d'expansion touristique;

- * des mesures fédérales de soutien, par des subventions directes et des programmes à frais partagés, destinées à la mise en oeuvre de ces plans provinciaux;

- * d'autres subventions fédérales pour des projets offrant des perspectives intéressantes pour la mise au point d'une technologie susceptible d'améliorer l'industrie touristique, telle la mise au point de modules expérimentaux contenant des unités de logement à prix modique;

- * de CANTOUR, système électronique de traitement des données, destiné à aider les exploitants à améliorer leur capacité en matière de gestion et le rendement économique des établissements touristiques; et

- * de bureaux régionaux dans tout le pays, pour accélérer la mise en application du nouveau programme et intensifier la collaboration fédérale-provinciale dans le domaine du tourisme.

L'objectif de M. Pépin? Faire, grâce à ce programme, de l'industrie canadienne du Tourisme l'une des premières dans le monde.

La bourse...

(Suite de la page 10)

taux d'intérêts survenant à cause d'une diminution des capitaux disponibles on pourrait ressentir son effet sur le marché; certains investisseurs retournant au marché obligataire pour consolider des gains déjà appréciables.

Mon conseil de cette semaine serait donc de prendre des bénéfices bien mérités et d'attendre la suite des événements. Je vendrais en particulier MICC qui s'essouffait à \$32 ainsi que les titres bancaires et de sociétés de financement comme IAC et Laurentide Finance. International Nickel est remonté comme je l'avais prévu à 31.34, les conditions du marché étant favorables.

Au sujet d'une de mes recommandations, je prendrai aussi mon bénéfice sur IBSCO qui semble un peu trop cher maintenant.

La semaine prochaine, je vous donnerai un petit cours sur les "warrants" ce genre de titre souvent méconnu des investisseurs qui peut vous offrir des opportunités intéressantes si on sait s'en servir à bon escient.

Bonne semaine!

aux Pétroles Laduboro Ltée et 2% à la Société A. Janin Ltée. La SOQUEM s'est engagée à financer les travaux miniers jusqu'à concurrence de \$275.000 et à effectuer avant le 1er mai 1973 un versement comptant de \$50.000.

Selon M. Carboneau, président de la société d'exploration la profondeur du gisement facilitera son exploitation sous-marine. Après extraction, le sel sera acheminé par cargos géants jusqu'au continent. M. Carboneau a par ailleurs laissé entendre que deux autres dômes avaient été localisés au Havre aux Maisons et au Cap aux Meules.

Le sel n'est peut-être pas la seule richesse du sous-sol madelinot. L'hypothèse de l'existence d'une nappe sous-jacente n'est pas exclue. Il y aurait pétrole sous roche! La Société québécoise d'initiatives pétrolières a, depuis le transfert des permis d'exploitation (précédemment détenus par l'Hydro Québec et la filiale d'exploitation de Texaco: SAREP) entrepris plusieurs forages.

Des effets d'entraînement

La situation géographique du gisement du Havre Aubert est exceptionnelle. Le dôme de sel pourrait constituer un gigantesque réservoir pour le pétrole ou le gaz naturel. (Les Pétroles Laduboro Ltée ont acquis des droits exclusifs pour l'utiliser à ces fins). Les Iles-de-la-Madeleine deviendraient le principal distributeur de pétrole pour tout l'Est américain et canadien!

Cette nouvelle fonction pourrait ainsi que le souligne M. L.P. LaCroix ministre des Iles - favoriser la naissance et le développement de l'industrie du verre:

"Les Iles-de-la-Madeleine possèdent un sable de très bonne qualité mais jusqu'alors l'absence de combustible a contrarié son exploitation pour la fabrication du verre.

Pour donner une dimension à ce problème signalons que le coût de production de l'électricité à la centrale thermique des Iles est cinq fois supérieur à son prix de vente. On comprend aisément quelle solution apportera l'entreposage du pétrole dans le sous-sol de l'île du Havre Aubert."

Il est encore trop tôt pour évaluer de façon définitive les richesses minérales des Iles-de-la-Madeleine mais d'ores et déjà on peut être assuré de leur importance... Dans la balance économique du Québec, les Iles auront désormais plus que leur "grain de sel" à ajouter.

Le marche des obligations

Gouvernement du Canada			Off. Dem.		Off. Dem.		Off. Dem.		Off. Dem.		Off. Dem.	
			Man Tel		Quebec		BelTel		EatonAcc		QueTel	
4 1/4	Sept 72	100.00 100.05	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	6 1/4 88 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
5 1/4	Dec 72	100.05 100.35	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
7 1/4	Feb 73	101.00 101.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
7 1/4	Apr 73	101.05 101.15	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	July 73	101.05 101.15	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
5 1/4	Oct 73	99.45 99.55	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
5 1/4	Dec 73	99.45 99.55	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 74	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 74	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 74	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 74	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 75	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 75	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 75	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 75	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 76	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 76	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 76	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 76	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 77	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 77	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 77	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 77	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 78	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 78	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 78	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 78	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 79	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 79	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 79	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 79	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 80	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 80	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 80	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 80	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 81	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 81	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 81	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 81	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 82	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 82	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 82	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 82	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 83	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 83	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 83	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 83	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 84	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 84	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 84	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 84	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 85	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 85	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 85	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 85	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 86	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 86	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 86	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 86	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 87	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 87	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 87	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 87	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 88	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 88	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 88	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Dec 88	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Apr 89	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	June 89	100.00 100.10	do	6 1/4 88-91 82 84	do	6 7/8 90 92 92 1/2	do	5 3/4 83 81 83 1/2	do	5 3/4 83 81 83	do	5 3/4 83 81 83
6 1/4	Oct 89	100.00										